

Palestine, à en perdre la mémoire...

Une guerre de cent-ans qui n'en finit pas



Parlement européen

« Je voudrais convaincre les gens de conscience qui croient vraiment qu'en dénonçant les crimes israéliens contre les Palestiniens, ils feront du mal aux Juifs, une fois de plus. Je vais dire deux choses à ces gens. D'abord, il n'y a rien de juif dans la conduite raciste et cruelle d'Israël envers les Palestiniens et la critiquer, ce n'est pas être antisémite, au contraire. Les penseurs juifs les plus illustres dénoncent ou ont dénoncé en permanence la domination impitoyable israélienne de la Palestine. Albert Einstein a été l'un d'entre eux. Hanna Arendt une autre. Et Stéphane Hessel en était un autre. [...] La deuxième chose est la suivante : Mesdames et Messieurs, vous ne pouvez plus vous permettre d'utiliser cette excuse lorsque les enfants sont massacrés, on ne peut pas se permettre de se soucier de comment les gens vous appellent quand un holocauste fait rage. [...] « N'oublions pas que le siège de Gaza n'a pas été levé, [...] que la colonisation de la Palestine s'accroît à un niveau sans précédent, que des enfants sont enlevés par des soldats chaque jour et chaque nuit, sont incarcérés et interrogés cruellement sans voir leurs parents ou un avocat - en ce moment, il y a environ 200 enfants dans les prisons israéliennes - traités comme des criminels par le régime raciste et criminel de la plus longue occupation de notre temps » [Nourit Peled, [discours](#) à la commission des droits de l'Homme du Parlement | 9 septembre 2014].

Nourit **Peled-Elhanan** est Israélienne, juive. Sa fille Smadar est morte dans un attentat à Jérusalem-Ouest le 4 septembre 1997, elle avait 14 ans. « [Bibi qu'as-tu fait?](#) », Nourit interpellant le Premier ministre Nétanyahou, ami d'enfance.

Sommaire

Préambule	3
Introduction : de la guerre à la paix ?.....	4
I. Un siècle de conflits en Palestine	5
Ignorer la guerre ?	5
La guerre sur le territoire palestinien	6
Évolution géopolitique du projet d'un État palestinien, de 1947 à 2024	6
1947, Résolution 181	7
1948-1949, « Chassez-les ! »	7
1967, Guerre des 6 jours	9
Vers les accords d'Oslo	10
Les accords d'Oslo.....	11
Les grands obstacles à la paix	12
II. La terreur et la haine	15
Villes, villages, camps de réfugiés menacés	15
Deir Yassine, avril 1948.....	15
Qibya, octobre 1953	15
Sabra et Chatila au Liban, 1982	16
De Sabra-Chatila à Gaza.....	18
Jénine, 2002, 2023.....	21
Défaite de la pensée	22
Que va devenir la Palestine ?.....	23
Un gouvernement tendance extrême-droite	23
Camp David-2, un échec	24
Fatah et Hamas, la réconciliation ?.....	25
III. Récits utopiques	27
Hébron et villages proches	27
Bil'In (2 000 habitants).....	28
Nabi Saleh (550 habitants)	28
L'Impossible conclusion	30
Documentation complémentaire	31
Annexes	33

Préambule

Mon intention n'est pas d'ajouter des commentaires aux attentats commis par le Hamas le 7 octobre contre Israël, ni à la destruction systématique de la Bande de Gaza condamnant sa population à une nouvelle Nakba. « *Qui ne serait indigné devant les assassinats du Hamas ? Et devant le déluge de bombes ordonné par le gouvernement israélien ? Le premier est qualifié de « terroriste » — pas le second. Au fil de l'histoire, cette notion a beaucoup varié.* » [Alain **Gresh** | [Le Monde diplomatique](#) | novembre 2023].

L'information est déjà suffisamment abondante et a tendance à nous polariser émotionnellement sur l'immédiateté de l'évènement, « à en perdre la mémoire ». L'histoire de la Palestine n'a pas en effet débuté le samedi 7 octobre, il y a eu un **“avant”** et il me semble opportun de s'en souvenir pour commencer à démêler l'actuelle complexité géopolitique de la Palestine et du Proche-Orient. Dans cet avant quels sont les événements clés qui pourraient avoir débuté cette histoire ? J'en ai retenus deux :

- les [Accords Sykes-Picot](#), le 16 mai 1916 : portent le nom des chefs des délégations françaises et britanniques qui ont négocié le découpage de l'empire Ottoman appelé à disparaître, dans le plus grand secret et avant même le début de la Première Guerre mondiale. Ces accords ont défini des zones d'influence (protectorat, ou contrôle direct) que se sont attribués les deux pays, le tout conditionné par l'accès aux ressources pétrolières et la [sécurisation de la Route des Indes](#) (par le canal de Suez). Les limites définies par l'accord ont été rediscutées à la fin de la guerre avec de nombreuses modifications ([voir cartes en annexe 1](#)), c'est ainsi que la Palestine, considérée initialement comme zone internationale, est passée sous protectorat britannique en 1922. Cette nouvelle configuration du Proche-Orient a été officialisée par la Société des Nations (devenue les Nations-Unies) en juillet 1922. Selon l'historien Henry **Laurens** « *La division du Proche-Orient n'était pas en soi condamnable : les [Hachémites](#) l'avaient envisagée dès le début en faveur des fils aînés de Hussein. Mais elle s'est opérée contre la volonté des populations et en utilisant une rhétorique libérale que l'utilisation de la force rendait vide de sens. [...] La prétention occidentale d'une supériorité morale fondée sur l'application de la démocratie et du libéralisme apparaît alors comme une sinistre mystification. C'est peut-être la conséquence la plus néfaste des choix de la période 1916-1920, régulièrement renouvelés depuis* ». [[Le Monde diplomatique](#) | avril 2003]
- la [Déclaration Balfour](#), le 2 novembre 1917 : porte le nom du ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la Grande Bretagne à cette époque. Au nom du gouvernement de Sa Majesté, Arthur Balfour (1848–1930), écrit à Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937) vice-président du “Conseil des députés juifs britanniques” pour proposer au mouvement sioniste la création en Palestine d'un **Foyer national pour le peuple juif**, préfiguration évidente de l'État-nation d'Israël. [L'Organisation sioniste mondiale](#) s'empresse de donner suite à cette proposition avec l'aide de la Grande-Bretagne, mais aussi beaucoup d'appréhension de la part du monde Arabe. Ce qui a fait dire à l'écrivain [Arthur Koestler](#) : « *Une nation (le Royaume-Uni) promet solennellement à une seconde (les Juifs) le territoire d'une troisième (les Arabes de Palestine)* » [[Orient XXI](#) | 16 octobre 2017], bonne synthèse d'un paradoxe politique d'envergure loin d'être résolu...

« *À la fin de la Grande Guerre, les puissances alliées mettent en œuvre les accords Sykes-Picot organisant le partage de l'empire Ottoman, ainsi que la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917 en faveur de l'établissement d'un Foyer national juif en Palestine. Lors de la conférence tenue à San Remo du 19 au 26 avril 1920, les puissances conviennent de l'attribution à la France d'un [mandat sur la Syrie](#) et d'un mandat à la Grande-Bretagne sur la Mésopotamie et sur la Palestine. [Avant même l'entrée en vigueur du mandat, le gouvernement britannique demande la révision du texte pour rendre les dispositions relatives à la constitution d'un Foyer pour le peuple juif inapplicables à l'est du Jourdain, c'est-à-dire au territoire qui constitue alors la Transjordanie, puis la Jordanie* ». [[“Mandat britannique”](#) | source : [Digithèque de matériaux juridiques et politiques](#)]

Cette étude n'a pas d'intention historique exhaustive, sinon d'évoquer des événements qui ont “fait date”. Les ouvrages sur l'histoire de la Palestine sont nombreux, j'en suggère trois :

- Elias **Sanbar**, *La Palestine expliquée à tout le monde* | éd. du Seuil, 2013
- Alain **Gresh**, *Israël, Palestine. Vérités sur un conflit* | Hachette-Pluriel, 2017
- En plus condensé, un dossier récent publié par Le Monde « [La guerre sans fin](#) » | janvier 2024

Introduction : de la guerre à la paix ?

« En 1948, la terre est vidée de son peuple. On bascule alors dans l'exil. Il ne s'agit ni d'un départ ni d'une fuite. C'est une expulsion, une poussée, par la violence, d'un peuple hors de son territoire. Afin de justifier et légitimer la disparition, on niera que les expulsés aient pu jamais exister. D'ailleurs, il est intéressant d'observer à ce moment-là l'usage du verbe "exister" : les Palestiniens n'existent pas, ce qui a pour conséquence de nier leur existence au présent, au futur et au passé », Elias **Sanbar** ["Contre le stéréotype palestinien" | [revue Esprit](#) | novembre 2010]

Les déplacements massifs de populations, les exterminations, les réserves, les camps de réfugiés, l'exil (actuellement, 108,4 millions de personnes déplacées de force dans le monde | [UNHCR](#))..., l'histoire de l'humanité en est jalonnée. La Palestine ne fait pas exception avec les nombreux camps installés en 1948-1949 pour accueillir la grande majorité des 720 000 Palestiniens et Palestiniennes "chassés" de leur terre, de leur village, je dis bien "chassés", car c'était l'intention politique du tout Premier ministre du nouvel État d'Israël, David Ben **Gourion**, les Arabes ne l'intéressaient pas et il fallait faire de la place aux immigrés juifs qui affluaient de toute l'Europe. 75 ans plus tard ces camps existent toujours, ils se sont même développés, principalement en Jordanie, en Cisjordanie et à Gaza, avec une population de plus en plus nombreuse.

(cf. chiffres 2023 de l'[UNRWA](#) et l'historique proposé par la [Plateforme des ONG françaises pour la Palestine](#)).

L'exil à grande échelle et sans retour possible, est l'une des conséquences de la naissance de l'État d'Israël avec ses répercussions géopolitiques au Proche-Orient ; c'est l'objet de la première partie.

On pourrait penser que les Lumières, la fin de l'esclavage, du colonialisme et des empires, la "sagesse" des Nations-Unies, auraient mis un terme aux incommensurables violences des conquêtes territoriales dont la nécessité humaine n'est pourtant pas démontrée. Il n'en est rien et nous devons constater que l'actualité en Ukraine et en Palestine, pour ne citer que ces conflits parmi bien d'autres, nous oblige à nous confronter à des réalités violentes contraires à toutes les intentions humanistes de paix mondiale. En Palestine la violence ne date pas, tant s'en faut, du 7 octobre 2023 et n'est pas le fait exclusif du Hamas qui serait le porteur du "mal" absolu, comme le laisse entendre le très droitier gouvernement actuel d'Israël, sensé, lui, représenter le "bien". C'est loin d'être aussi simple et une deuxième partie cherchera, dans l'histoire récente de la Palestine, l'origine d'actes de guerre particulièrement violents concernant de près l'armée israélienne.

Une troisième courte partie tente une ouverture vers des récits utopiques d'actions militantes palestiniennes et israéliennes, de "sombres espoirs ?"



I. Un siècle de conflits en Palestine

« On les a déjà vues, ces images. Ces meurtres de masse. Ces bombardements, déluges de feu. Ces ruines. On les a déjà entendus les cris d'effroi, les suppliques de ceux et de celles qu'on enlève à leur famille. On y a déjà assisté à ces tergiversations nauséabondes et décomplexées qui ne cessent de renvoyer dos à dos des cadavres, on la connaît, cette compassion entachée de "oui mais", une obscène arithmétique de la mort. [...] S'il faut aujourd'hui vérifier la nationalité d'un cadavre avant d'être sûrs qu'on puisse le pleurer, alors, vivement la fin du monde », Lola Lafon [[Libération](#) | 13 octobre 2023].

Sans nécessairement envisager la fin du monde comme une solution, il m'arrive pourtant de désespérer de l'humanité dans sa capacité à être tout le contraire de ce qu'on peut imaginer de souhaitable pour elle : la paix, la liberté... et par conséquent un désarmement universel ! Je m'interroge aussi en lisant l'article 51 du [Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949](#) dont l'article 5.b précise : « Seront considérées [...] les attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, [...] qui seraient excessives par rapport à



Après la frappe israélienne sur le camp de réfugiés de Jabalia ©Mohammed Al-Masri

l'avantage militaire concret et direct attendu » Ce qui veut dire que le nombre de pertes civiles est à mettre en relation quantitative avec "l'avantage militaire concret et direct attendu" et qu'elles peuvent ne pas être excessives ! Ainsi, « Les 126 morts du [camp de réfugiés de Jabaliya](#) (30 octobre), où Israël affirme avoir tué un commandant et des dizaines de combattants du Hamas qui opéraient "depuis un vaste complexe de tunnels situés sous le camp", étaient-ils "excessifs" en regard de l'objectif militaire ? », s'interroge la journaliste Valentine Faure ["Les boucliers humains..." | [Le Monde](#) | 6 décembre 2023]. Triste arithmétique désespérante...

Comment « sortir de l'enfer » se demande la journaliste [Mona Chollet](#). Comment ne pas se laisser dérouter de la pensée par une instrumentalisation politico-médiatique qui hiérarchise les événements criminels ? Elle l'illustre ainsi : « "Pourquoi une bombe lâchée sur un immeuble de Gaza, ça ne te fait rien ?" demandait l'autre jour une amie arabe à un Français de son entourage bouleversé, à juste titre, par l'attaque du Hamas, mais totalement indifférent au reste. "Tu crois que c'est plus doux ?" » [[La Méridienne](#) | 11 octobre 2023].

Cette asymétrie dans la compassion conduit, pour [Denis Sieffert](#), à un déni de l'Histoire : « Soudain, la longue tragédie du peuple palestinien n'a plus d'origine ni de généalogie. Le conflit israélo-palestinien serait né le 7 octobre, et c'est le Hamas qui l'aurait inventé. La seule idée qu'il y ait eu un « avant » entraîne immédiatement des cris indignés. Qui se risque à évoquer cette longue, trop longue histoire, est complice du Hamas, voire antisémite. C'est peu dire que dans ce contexte (encore un gros mot !), le Chant d'amour, publié par Alain Gresh et Hélène Aldeguer est un acte politique majeur pour la vérité et la justice ([Un chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française | éd. Libertalia | 2023](#)) » [[Le Monde diplomatique](#) | 28 octobre 2023].

Aussi essayons de nous éloigner quelque peu des images-chocs et des chiffres qui s'alignent surabondamment dans les médias, pour tenter de revenir à un récit se voulant plus historique et moins émotionnel.

Ignorer la guerre ?

Fin octobre 2023, un message lié à une [pétition](#) proposée par [Amnesty international](#) appelant à un cessez-le-feu humanitaire immédiat à Gaza, m'a intrigué : « je ne suis pas d'accord avec cette pétition. Cette guerre n'est pas la nôtre, d'autres morts aussi terribles dans le monde nous laissent parfaitement indifférents. Je ne veux pas participer à l'antisémitisme qui se propage ». Certes, la France n'est pas engagée militairement dans ce conflit, mais peut-on l'ignorer ? Alors que cette guerre peut avoir, et a déjà, des retentissements internationaux qui engageraient beaucoup plus la France. Bon nombre d'experts rendent crédible l'hypothèse de l'extension du conflit à l'ensemble du Moyen-Orient avec le développement des actions militaires du

[Hezbollah](#), déjà en cours à la frontière Liban-Israël, voire avec un engagement direct de l'Iran entraînant de facto une riposte des États-Unis déjà militairement présents sur place (bases militaires implantées en Irak et en Syrie et toute une armada de navires de guerre en Méditerranée et en mer Rouge (source [Le Monde](#)). Dans ce cas la France, astreinte par ses engagements dans l'alliance atlantique, ne pourrait que participer à une guerre dont on peut aisément se représenter les conséquences désastreuses. Cette hypothèse ne laisse pas du tout indifférente la population française, Frédéric **Dabi**, directeur de l'IFOP (*institut de sondages*) faisant remarquer que : « *Depuis quelques années déjà, les Français considèrent, beaucoup plus qu'auparavant, que l'international, ça les concerne. Et depuis l'attaque du Hamas, le niveau d'inquiétude est spectaculaire : ils sont 82 % à craindre les répercussions en France du conflit israélo-palestinien.* » [[Le Monde](#) | 4 novembre 2023]. Parmi ces répercussions il y a l'antisémitisme dont l'auteur du message souligne le développement dans un rapport de cause à effet dès que la situation en Palestine devient explosive, ce que confirme l'historien Nicolas **Lebourg** : « *des événements comme ceux qui sont liés au conflit israélo-palestinien font systématiquement augmenter le nombre d'actes antisémites, mais aussi racistes, quoique leurs auteurs diffèrent selon les périodes* » [[Le Monde](#) | 3 novembre 2023]. Enfin, le philosophe [Michaël Foessel](#) estime que "l'importation" du conflit israélo-palestinien en France est une image « *d'autant plus trompeuse qu'elle suggère que les violences sont ailleurs dans le monde et qu'il serait loisible à chacun d'entre nous de les tenir à bonne distance de nos préoccupations.* » [[Libération](#) | 26 octobre 2023]. L'importance des manifestations, pas toujours autorisées ! qui se sont déroulées en France et dans le monde depuis le 7 octobre, montre également que Gaza, la Palestine, Israël... font bien partie de nos préoccupations, que nous soyons chrétiens, musulmans, juifs, ou même rien de tout cela !

La guerre sur le territoire palestinien

La Palestine vit la guerre depuis un siècle en soulignant que le Proche-Orient est l'objet d'enjeux internationaux importants. Actuellement, si le conflit armé concerne aussi le [Hezbollah](#) (le "Parti de Dieu") en Syrie et au Liban-Sud avec des bombardements fréquents, pour l'essentiel il se déroule sur le territoire palestinien dans une opposition qui peut être d'une grande violence entre :

- **Israël**, État-nation souverain depuis 1948, cherche à étendre son territoire et revendique haut et fort « **le droit de se défendre** » ([article 51](#) de la Charte des Nations-Unies), en appliquant le principe que "*la meilleure défense c'est l'attaque*" de préférence hors de ses frontières. Israël bénéficie d'un soutien logistique et financier sans faille de la part des États-Unis, avec l'Europe en remorque.
- **La Palestine**, nation embryonnaire dont les limites territoriales sont constamment remises en cause ; demande à être reconnue comme État souverain et revendique « **le droit de résister à l'oppression** » que son adversaire transforme systématiquement en "terrorisme". Et pas uniquement pour le Hamas, puisque le Fatah, composante principale de l'Organisation de Libération de la Palestine ([OLP](#)) et la plupart de ses leaders, dont [Yasser Arafat](#), ont eu droit à cette qualification de 1959 (création) à 1988 (l'OLP reconnaît officiellement l'État d'Israël et devient un interlocuteur international reconnu). Si l'actuelle division politique de [l'Autorité palestinienne](#) entre le Fatah et le Hamas ne facilite pas l'unité nationale et la définition d'une stratégie commune, l'occupation et la colonisation par Israël d'une grande partie du territoire palestinien demeure le principal enjeu du conflit. Les aides financières à l'OLP proviennent des États-Unis, de l'Europe et des Pays arabes, elles peuvent servir de moyens de pressions. Le Hamas bénéficie d'une aide conséquente de la part de l'Iran. Enfin les Nations-Unies financent "L'Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient" ([UNRWA](#)). Cet Office est présent dans la Bande de Gaza : écoles, hôpitaux..., mais en ce moment son activité est rendue extrêmement difficile par la guerre.

Évolution géopolitique du projet d'un État palestinien, de 1947 à 2024

Comment en 75 ans peut-on passer de 55 % à 80 % de l'appropriation d'un territoire ? C'est en quelque sorte "l'exploit" réalisé par le mouvement sioniste en Palestine telle qu'elle était avant le [mandat de la Grande Bretagne](#) de 1922 à 1947. Par quels moyens ? Principalement : la guerre, la colonisation de peuplement, accessoirement la négociation...

Si cette conquête a débuté au début du XX^e siècle avec l'installation du Foyer national pour le peuple juif (cf. "[La stratégie du grignotage](#)") et [l'Agence juive pour la Palestine](#) (préfiguration du futur gouvernement d'Israël), je me limite cependant à la période de 1947 à aujourd'hui.

1947, Résolution 181



Depuis plusieurs années les tensions entre Arabes et Juifs sont vives et les affrontements sont fréquents et meurtriers. La présence des Britanniques mandataires n'arrange rien, bien au contraire. Aussi en février ces derniers demandent aux Nations-Unies d'être relevés de leur mandat. L'ONU réagit très vite et met en place un comité, [UNSCOP](#), composé de représentants de onze États non-membres du Conseil de sécurité. Il a mission d'étudier rapidement un projet de partage de la Palestine en un État Arabe et un État Juif, le secteur Jérusalem – Bethléem et ses lieux saints restant sous contrôle international.

Le projet est approuvé le 29 novembre par l'Assemblée générale : [Résolution 181](#). Les États-Unis ont exercé de fortes pressions auprès de plusieurs pays pour parvenir à la majorité des deux tiers requise.

L'État Arabe est morcelé en trois parties, il est difficile d'en connaître les raisons, sinon une recherche d'équilibre des populations ? Et il n'occupe que 45 % du territoire la Palestine mandataire, avec une population arabe de 1 300 000 personnes, alors que la population juive est à cette époque moitié moins nombreuse.

La Résolution est validée avec réserves par l'Agence juive et totalement désapprouvées par le [Haut Comité arabe palestinien](#) et par la Ligue arabe : « Avec une majorité préparée à l'avance, les Nations Unies ont pris une décision violant le droit à l'autodétermination et ont ignoré les droits de la majorité arabe en

Palestine. Cette décision privera les Arabes des terres les plus fertiles de la Palestine et des plus importants débouchés sur la mer. » Son secrétaire général, Abdel Rahman Azzam Pacha, va plus loin : "Le temps n'est plus aux discours et aux paroles. C'est une question de vie ou de mort" » [Libération](#), "Palestine, 1947...", article paru le 29 novembre 1997]. La réaction de la population arabe en Palestine ne se fait pas attendre et la guerre civile se poursuit jusqu'en mai 1948.

1948-1949, « Chassez-les ! »

Le 14 mai 1948, Tel Aviv : [David Ben Gourion](#) lit solennellement la [Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël](#), sur la base de la Résolution 181. « Nous proclamons la création d'un État Juif en terre d'Israël qui portera le nom d'État d'Israël », proclame-t-il ; il est ainsi déjà question d'un "État juif", et de "terre d'Israël" et pas de "Palestine", négation d'un nom qui sévit encore aujourd'hui en Israël. Il devient Premier ministre d'un gouvernement provisoire dans l'attente des élections législatives qui ont lieu en janvier 1949 et qui le confirment comme Premier ministre. David Ben Gourion est socialiste, laïc, admiratif des kibboutz où il passe beaucoup de temps, mais aussi du capitalisme américain qu'il trouve inspirant sur le plan économique. En fait il est surtout nationaliste et son intention première est de renforcer l'État d'Israël en Palestine au détriment des Arabes qu'il entend remplacer par des immigrants juifs en particulier dans les exploitations agricoles.

(cf. "Ben Gourion était prêt à tout pour créer un État juif", [Frédéric Martel | Slate.fr | 17 septembre 2019](#))



Tel Aviv, 14 mai 1948
Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël par David Ben Gourion
sous le portrait de Theodor Herzl

Cependant l'euphorie qui suit la création d'Israël est de courte durée puisque, dès le 15 mai 1948, les armées de plusieurs pays Arabes envahissent la Palestine, ce qui a pour effet immédiat de bloquer le processus d'étatisation tel que prévu par la [Résolution 181](#). La **guerre israélo-arabe**, ponctuée de plusieurs trêves, tourne rapidement à l'avantage de l'armée israélienne (la *Haganah*, organisation militaire du *Yishouv*, devenue *Tsahal* le 26 mai 1948), mieux entraînée et mieux commandée. Elle se termine en mars 1949 par la signature d'armistices avec quatre pays voisins : Syrie, Liban, Transjordanie et Égypte. Ce qui conduit à redéfinir les limites d'Israël en une ligne de démarcation à l'Est dénommée la "**ligne verte**".

Il n'est absolument plus question d'un État Arabe, ni d'ailleurs de la Résolution 181. La bande de Gaza passe sous tutelle de l'Égypte et ce qui reste de la Cisjordanie sous tutelle de la Transjordanie qui administre également Jérusalem Est, alors que Jérusalem Ouest passe sous contrôle d'Israël. Pendant la guerre, le Conseil de sécurité a multiplié les Résolutions appelant à des cessez-le-feu, sans être entendu, deux de ses médiateurs, Folke Bernadotte et André Sérot, ont même été assassinés à Jérusalem le 17 septembre 1948 par des membres du [Lehi](#), mouvement paramilitaire sioniste radical qui s'oppose à toute internationalisation de Jérusalem.

Ainsi en moins d'un an, Israël élargit à 77 % sa domination de la Palestine et David Ben Gourion peut débiter ce qu'il projetait : remplacer une grande partie de la population arabe par des immigrants juifs fortement



encouragés à venir s'installer en Israël. La population juive double en trois ans : 1 370 000 fin décembre 1950 ; et la "**Nakba**", qui a surtout eu lieu pendant la guerre israélo-arabe, conduit à l'exil 720 000 Palestiniens arabes vers des camps de réfugiés à l'étranger mais aussi à l'intérieur même de la Palestine, Gaza par exemple. « *L'exode palestinien devient massif après la déclaration d'indépendance d'Israël ; [...] Avec la création de l'État d'Israël et le renforcement des capacités militaires de la jeune armée juive, cette tactique d'encouragement au départ se mue en stratégie délibérée d'expulsion. [...] Le futur Premier ministre, Yitzhak Rabin, reconnaît d'ailleurs cet usage de la force dans ses Mémoires :*

*"Nous marchions dehors aux côtés de Ben Gourion. (Le général) Égal Allons répéta la question : "Que devons-nous faire de la population ?" Ben Gourion agita la main en un geste qui signifiait "Chassez-les !". Allon et moi avons tenu conseil. J'étais d'accord avec lui qu'il était essentiel de les chasser" » [Dominique Vidal, "La Nakba, la grande catastrophe du peuple palestinien" | [France Culture](#) | 15 mai 2018]. La Nakba, commémorée tous les ans le 15 mai par les Palestiniens, n'a jamais pris fin : pas retours possibles malgré des demandes d'exilés et une décision de l'Assemblée générale de l'ONU : « *Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins* » [[Résolution 194](#) | 11 décembre 1948]. Et Gaza confirme une Nakba permanente : « *Il est à craindre que la guerre en cours ne débouche effectivement sur une nouvelle Nakba, comme les Palestiniens l'ont très tôt pressenti et comme l'ont ouvertement annoncé des politiciens israéliens, avec à la clé un problème de réfugiés sur le sol égyptien* », Gilbert Achcar [[Le Monde diplomatique](#) | décembre 2023]*

Cet aboutissement géopolitique contredit et confirme à la fois la thèse du démographe italo-israélien Sergio Della Pergola pour qui « *L'ethnogenèse (formation d'un peuple) d'une nation peut refléter des processus essentiellement culturels ou idéologiques, comme [...], la fusion avec une autre qui crée une nouvelle solidarité ; l'arrivée sur son territoire d'un groupe jusque-là installé ailleurs ; la modification de ce territoire par suite de changements de ses frontières et de l'intégration de populations qui étaient précédemment extérieures.* » ["Israël et la Palestine : démographie et identité de deux nations" | [Les Cahiers de l'Orient](#) | 2009]. Il n'y a pas eu "fusion", ni "nouvelle solidarité", mais bien "modification du territoire" et "intégration" d'une nouvelle population avec exclusion en grande partie des autochtones.

Dans sa conquête il semblait impossible qu'Israël puisse se contenter d'une ligne de démarcation pour définir ses frontières. Il faut cependant attendre juin 1967 pour que cela change.

1967, Guerre des 6 jours

Cette année-là, les tensions arabo-israéliennes sont toujours d'actualité et l'Égypte décide le 23 mai de bloquer l'accès au détroit de Tiran en mer Rouge, ce qui supprime l'accès au port israélien d'Eilat, et peut priver Israël de pétrole. La riposte est rapide et du 5 au 10 juin l'armée israélienne, certainement mieux équipée et mieux organisée, va mettre à mal les armées d'abord de l'Égypte, puis de la Jordanie et de la Syrie. Elle conquiert et occupe : le Sinaï et la bande Gaza, la Cisjordanie et une partie du Plateau du Golan, ce qui lui permet de renforcer ses frontières avec des pays arabes qui ne veulent pas reconnaître Israël.

À ces conquêtes territoriales, elle ajoute symboliquement Jérusalem Est, non sans beaucoup de dégâts vers l'Esplanade des mosquées et à proximité du Mur des lamentations. Cette appropriation considérée comme historique réjouit plusieurs ministres dont Menahem **Begin** : « *Nous employons constamment le mot "conquérir". C'est correct du point de vue militaire, mais je dirais que la vieille ville, la cité de David, est libérée* », Benyamin **Nétanyahou** : « *Le mont du Temple (l'Esplanade des mosquées, pour les musulmans) et le Mur des Lamentations resteront à jamais sous souveraineté israélienne. La correction d'une injustice historique qui a été obtenue par l'héroïsme de nos combattants demeurera à jamais.* ». Ainsi Jérusalem redevient « *capitale éternelle et indivisible* » [Le Monde | 5 juin 2017].

Mais ce statut à la fois religieux et politique, contraire aux intentions du Plan de partage n'est pas reconnu par les Nations-Unies et le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité le 22 novembre la [Résolution 242](#) : « *Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité* », en conséquence « *l'instauration d'une paix juste et durable au Proche-Orient* », exige l'application des principes suivants : « *Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit [...]*garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ; réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ; garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque État de la région ».

Cette résolution n'a aucun effet, beaucoup d'autres vont suivre et servir de rappel, dont la [388](#) qui fait suite à [la guerre du Kippour](#) en octobre 1973, nouveau conflit avec plusieurs pays arabes, principalement l'Égypte à nouveau bien équipée militairement et l'armée israélienne, qui s'est fait surprendre par cette nouvelle attaque, a bien failli être défaite. Il n'y a pas de véritable vainqueur et le cessez-le-feu du 24 octobre introduit ce qui devait être un "processus de paix" jusqu'aux "**accords d'Oslo**" en 1993.

Comment parvenir à la paix et avec qui ? Les pays concernés n'ont pas les mêmes intérêts à défendre : Israël voulant plus de sécurité à ses frontières donc être en paix avec les pays arabes, cherche à transformer, dès 1967, les occupations de la Cisjordanie, de Gaza et du Golan en annexions, « *éléments historiques de la Terre d'Israël* » ou "**Eretz Yisrael**". C'est ce qui motive la multiplication des colonies dans ces territoires, et ce malgré l'opposition des Nations-Unies par de multiples résolutions rappelant qu'il s'agit là de violations du Droit international, mais la plupart du temps les États-Unis ne les approuvent pas ou s'abstiennent. Citons par exemple en 1980 les [résolutions 476 et 478](#) réaffirmant « *la nécessité impérieuse de mettre fin à l'occupation prolongée des territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem. [...] Confirme que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël [...] n'ont aucune validité en droit et constituent une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et font en outre gravement obstacle à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient* » [extraits résolution 476].

Entre 1978 et 1994, Israël parvient à signer deux traités de paix avec des pays arabes, les États-Unis assurant un solide appui. D'une part avec l'Égypte le 17 septembre 1978, ce sont les [accords de Camp David](#), Menahem Begin (Premier ministre d'Israël) et Anouar el Sadate (président de la République de l'Égypte) en reçurent le prix Nobel de la paix en 1978. Avec ce traité l'Égypte, premier pays arabe à reconnaître l'État d'Israël, récupère le Sinaï. D'autre part, avec la Jordanie, Yitzhak Rabin (Premier ministre d'Israël) et le roi Hussein de Jordanie signent le 24 octobre 1994 les [accords de Wadi Araba](#). À ce jour, Israël n'a pu trouver aucun accord avec le Liban et la Syrie, le Hezbollah, et par ricochet l'Iran, en étant sans doute les principaux obstacles.

Vers les accords d'Oslo

En Palestine, vingt années ont été nécessaires pour parvenir à des accords de paix entre l'OLP et Israël. Ce parcours a été très compliqué : combats meurtriers entre les fedayins de l'OLP et l'armée jordanienne en 1970 ; le "[Septembre noir](#)" avec nombreux attentats, par exemple lors des jeux olympiques à [Munich en 1972](#)) ; occupation du Liban en 1982 pour en chasser l'OLP (*dans la deuxième partie je reviendrai sur cette occupation et ses conséquences*) ; mouvements de révolte des Palestiniens, par exemple [première Intifada](#), la "guerre des pierres", en décembre 1987.

Malgré cet état de guerre quasi permanent en Palestine et dans des pays voisins, la diplomatie internationale joue son rôle et parvient à convaincre l'OLP et Israël de se rencontrer, à la condition impérative qu'il y ait une reconnaissance mutuelle. Pour aboutir à cette intention, il est difficile de savoir par quelles réflexions les leaders politiques sont parvenus à franchir ce pas, ils étaient pourtant loin d'être unanimes : ainsi pour l'OLP, [Georges Habache](#) membre du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), tendance marxiste de l'OLP, a déclaré : « *Je m'oppose à la résolution 242, qui ignore nos droits nationaux légitimes* », mais il n'obtient pas la majorité au Conseil national palestinien (CNP) réuni le 15 novembre 1988 à Alger. Ce qui fait que la [Déclaration solennelle](#) proclamant la création d'un « *État indépendant en Palestine, avec la Jérusalem sainte pour capitale* », est approuvée, avec validation des [résolutions 242 et 338](#) de l'ONU, ce qui, de fait, vaut reconnaissance de l'État d'Israël. En abandonnant le point crucial de sa Charte de 1968 : « *La Palestine, dans ses frontières du mandat britannique, constitue une unité régionale indivisible* », l'OLP « *a pris une décision historique qui lève, à coup sûr, un obstacle majeur à des négociations de paix* », affirme le journaliste Amnon [Kapeliouk](#) [[Le Monde diplomatique](#) | décembre 1988].

Cet obstacle contourné, l'OLP entreprend de se faire reconnaître par les instances internationales. Et Yasser Arafat s'y emploie avec beaucoup d'enthousiasme et d'habileté pendant une heure vingt lors d'une Assemblée générale des Nations-Unies réunie à Genève le 13 décembre 1988 ; c'est sa deuxième rencontre avec cette instance, [la première](#) avait eu lieu le 13 novembre 1974. Pourquoi Genève alors que les Nations Unies se réunissent habituellement à New York ? Tout simplement parce que les États-Unis ont refusé de délivrer un visa à Yasser Arafat « *accusé de détenir le contrôle d'une organisation dont certains membres se livrent au terrorisme* » [[Le Monde](#) | 4 décembre 1988]. Ce à quoi Yasser Arafat répond : « *Ma rencontre ici avec vous aujourd'hui, à Genève, à la suite d'une décision arbitraire des États-Unis qui m'a empêché de me rendre à l'Assemblée à New York, est une source de fierté et de bonheur. Je suis fier d'être avec vous et parmi vous.* »

Mais l'essentiel n'est pas là et Yasser Arafat doit convaincre sur le fond : « *Certains s'imaginaient que vos résolutions n'auraient que peu d'importance. Ils ne se sont pas rendu compte que ces résolutions étaient parmi les principaux courants qui ont arrosé le rameau d'olivier que je portais ce jour-là, et qui ont fait de ce rameau, que nous avons arrosé de notre sang, de notre sueur et de nos larmes, un arbre fermement enraciné dans le sol. C'est un arbre qui porte la promesse de la victoire sur l'oppression, l'injustice et l'occupation.* »

Il fait ensuite référence aux initiatives de l'OLP depuis plusieurs années : « *pas une seule ne manquait d'équilibre politique ou ne négligeait les revendications et les intérêts de l'une ou l'autre des parties au conflit israélo-arabe. La position d'Israël par rapport à tout cela a été d'intensifier encore ses projets d'expansion des colons, d'attiser les flammes du conflit par davantage de destruction, de dévastation et de bain de sang. [...] Notre peuple ne veut pas d'un droit qui n'est pas le sien ou qui ne lui est pas dévolu en vertu de la légitimité internationale et du droit international. Il ne recherche pas la liberté au détriment de celle d'autrui et ne veut pas d'un destin qui nie celui d'un autre peuple.* »

Aussi propose-t-il qu'une conférence internationale sur le thème du Moyen-Orient soit convoquée par les Nations-Unies ; conférence qui, « *sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité devra garantir les droits nationaux et politiques légitimes du peuple palestinien, et parvenir à « un règlement global entre les parties concernées par le conflit israélo-arabe, y compris l'État de Palestine, Israël et les autres États voisins* ».

Puis il se veut rassurant : « *je le déclare une fois de plus : je condamne le terrorisme sous toutes ses formes et, en même temps, je salue ceux qui sont assis devant moi dans cette salle et qui, à l'époque où ils luttèrent pour libérer leurs pays du joug du colonialisme, étaient accusés de terrorisme par leurs oppresseurs et qui, aujourd'hui, sont les dirigeants fidèles de leurs peuples* », appel manifeste à ne pas confondre résistance et terrorisme dans les luttes de libération, mais cette confusion sera malgré tout loin d'être levée.

Enfin, lyrique et émouvant, il conclut : « *Que s'élèvent donc les voix de ceux qui sont pour le rameau d'olivier, la coexistence pacifique et l'entente internationale* », et s'adressant directement au peuple israélien « *Venez, chassez la peur et l'intimidation, faisons la paix. Laissez derrière vous le spectre des guerres qui n'ont cessé de faire rage au cours des 40 dernières années [...] Enfin, je dis à notre peuple : "L'aube approche. La victoire est proche. Je vois la patrie dans vos pierres sacrées. Je vois le drapeau de notre Palestine indépendante flotter sur les collines de notre patrie bien-aimée."* », Yasser Arafat [[Discours de Genève](#) | 13 décembre 1988].

Si l'accueil de l'Assemblée est chaleureux, en revanche l'absence de la délégation israélienne n'est pas bon signe. Cependant cette délégation n'ignore rien de ce qui se dit, et dès la fin de la réunion l'ambassadeur israélien à l'ONU tient une conférence de presse où il déclare que « *L'OLP est une organisation terroriste qui n'a pas changé. [...] Arafat n'est pas un interlocuteur pour quelque négociation que ce soit avec Israël.* », ce qui n'est certainement pas la meilleure façon d'envisager « *la coexistence pacifique et l'entente internationale* » [[Le Monde](#) | 15 décembre 1988].

Les accords d'Oslo

Il faut attendre encore cinq années pour que le vœu de Yasser Arafat, « *l'aube approche* », se concrétise et c'est le ministre des affaires étrangères de Norvège, Johan Jørgen **Holst** (1937-1994), qui permet un rapprochement historique. Il est médiateur lors des réunions secrètes qui se tiennent à Oslo (*d'où le nom des accords*) entre des émissaires israéliens et palestiniens de janvier à août 1993. Avant toute signature, il y a cependant un préalable posé par le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin : l'OLP doit officiellement confirmer qu'il reconnaît « *le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité* », et renoncer « *à*



recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence ». Ce que fait Yasser Arafat par [courrier le 9 septembre 1993](#), auquel Yitzhak Rabin répond favorablement dès le lendemain : « *À la lumière des engagements de l'OLP, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien.* »

Ce qui permet la signature le 13 septembre 1993 à Washington de la [Déclaration de principe](#), avec une rude poignée de mains, sous la protection quelque peu paternaliste du président des États Unis, Bill Clinton, qui n'a pas participé directement aux négociations. Cette déclaration admet le principe d'une autonomie palestinienne

en Cisjordanie et à Gaza et précise le cadre général des négociations à venir.

Trois accords importants ont complété la Déclaration de principe :

- **Protocole** sur les relations économiques entre Israël et l'OLP – **Paris**, 29 avril 1994
- **Accord du Caire – Oslo I**, le 4 mai 1994 : reconnaissance de l'Autorité palestinienne (AP) avec des pouvoirs limités
- **Accord de Taba – Oslo II**, le 28 septembre 1995 : découpe les territoires palestiniens en trois zones (A,B,C) dans lesquelles les contrôles israéliens s'exercent avec plus ou moins d'importance. La zone A est celle où l'AP est censée avoir le plus de pouvoir est largement la plus petite.

[Dossier de l'ensemble des textes des accords, à l'exception du protocole de Paris.](#)

Il en ressort :

- La création d'un Conseil palestinien de 82 membres élus au suffrage universel, ayant pouvoir de promulguer des lois et des règlements qui devront être conformes aux nombreux principes énumérés dans les accords et dans le respect des Droits de l'Homme.
- La poursuite de discussions doit permettre d'aboutir à une paix durable et à l'autonomie du peuple palestinien au plus tard en 2000.
- Aucun des accords ne fait mention du concept même d'État de la Palestine !

Pour le professeur de droit Madjid **Benchikh** « *L'accord du 28 septembre 1995 ne réalise qu'une autonomie largement placée sous la tutelle israélienne. Tout tourne autour de la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien et de son droit à la qualification d'État et pourtant les accords réalisés jusque-là sont très*

elliptiques à ce sujet. [...] Mais il permet l'espoir dans la mesure où il comporte des éléments susceptibles d'être demain les points d'appui pour la réalisation des droits du peuple palestinien, et pour le développement pacifique de tous les peuples de la région. » [“Accord intérimaire israélo-palestinien” | [Annuaire français de droit international](#) | 1995]

Les grands obstacles à la paix

Il est certes beaucoup question de paix (25 occurrences) dans l'ensemble des accords, ce qui a valu en 1994 le prix Nobel de la paix à Yasser Arafat, Shimon Peres (*ministre des Affaires étrangères d'Israël à l'époque*) et Yitzhak Rabin. Mais les intentions politiques et stratégiques pour parvenir à un authentique accord de paix fondé sur une reconnaissance mutuelle de souveraineté dans des frontières définies de façon équitable, se heurtent à des obstacles insurmontables et qui le restent.

Le premier obstacle est d'ordre géopolitique. Quand on regarde la carte ([en annexe 2](#)) de la Palestine telle qu'elle se dessine à la suite des accords d'Oslo, apparaît un désavantage évident pour un virtuel État de la Palestine. La ligne verte, tracée en 1949 et confirmée en 1967, est loin d'être respectée par Israël. Et comme rien n'entrave la construction d'un mur de séparation et la poursuite de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, le territoire palestinien est devenu très morcelé et réduit à environ 20 % de la Palestine avant le mandat de la Grande-Bretagne en 1948. L'association française “[La Paix maintenant](#)” (*relaie les actions du mouvement israélien Shalom Akhshav*), qui n'est pourtant pas particulièrement pro palestinienne, constate un « *Progrès sans précédent des colonies à Jérusalem Est dans le contexte de la guerre à Gaza. [...] Il convient de noter que ces actions se déroulent délibérément à un moment où l'attention mondiale est principalement concentrée sur la guerre à Gaza.* » [[La Paix maintenant](#) | 18 décembre 2023].

Les Nations-Unies s'opposent vainement à cette colonisation avec une nouvelle résolution, le Conseil de sécurité :

« Réaffirme que la création par Israël de colonies de peuplement dans le Territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem Est, n'a aucun fondement en droit et constitue une violation flagrante du droit international et un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable. Exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem Est, et respecte pleinement toutes les obligations juridiques qui lui incombent à cet égard. Souligne qu'il ne reconnaîtra aucune modification aux frontières du 4 juin 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties par la voie de négociations [...] Réaffirme qu'il est résolu à examiner les moyens concrets de faire pleinement appliquer ses résolutions sur la question », [Résolution 2334](#) [approuvée par 14 voix/15, les États-Unis s'abstiennent | 23 décembre 2016].

Pour l'ambassadeur israélien à l'ONU cette résolution « *est une victoire pour le terrorisme, la haine et la violence* » et Benyamin Nétanyahou, Premier ministre (depuis 2009), l'a aussitôt rejeté : « *résolution anti-israélienne honteuse* » et annoncé qu'Israël ne s'y conformera pas [cités par [Le Monde](#) | 23 décembre 2016].

La Bande de Gaza a été colonisée, mais en 2005 c'est l'inverse qui se produit. La [seconde Intifada](#) (septembre 2000 à février 2005) conduit Ariel Charon, Premier ministre, à vouloir isoler ce territoire et il ordonne le démantèlement des 21 colonies (environ 8 000 colons) qui y sont installées. Son intention n'est certainement pas paisible, il sait en effet que le Hamas accroît son influence à Gaza, il la souhaite même afin d'affaiblir le Fatah. C'est pourquoi son plan prévoit le contrôle par l'armée israélienne des frontières autour de la bande de Gaza, de la côte méditerranéenne et de l'espace aérien, avec possibilité d'y mener des opérations militaires, la présence de colonies aurait pu être une gêne. Gaza demeure en partie dépendante d'Israël pour la fourniture en eau et en électricité. Depuis, ce plan, appliqué à la lettre, a conduit à un quasi-emprisonnement à ciel ouvert de deux millions Palestiniens, et certainement à la fatalité du 7 octobre 2023.

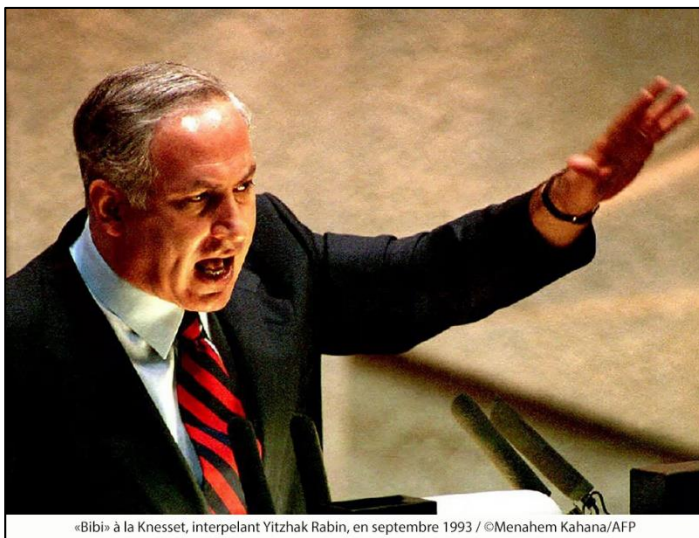
[Cf. également : « Gaza, soixante-quinze ans d'histoire dans la tourmente », dossier | [Le Monde](#) | 14 oct. 2023

Le deuxième grand obstacle est celui de la guerre. Celle-ci n'a pas pris fin avec les accords d'Oslo, accords refusés par la partie la plus religieuse du peuple israélien. Ce qui a provoqué un enchaînement de massacres et d'attentats. Ainsi, le 25 février 1994, 29 Palestiniens musulmans sont [exécutés au Caveau des Patriarches](#) à Hébron par un Israélien ultraorthodoxe ; 125 autres personnes sont blessées. Hébron, haut lieu des religions monothéistes, est en partie colonisée avec une importante présence militaire, ce qui est source de beaucoup de violences entre les deux communautés. L'auteur du massacre devient un héros pour les colons les plus

durs et ils le célèbrent ouvertement malgré les interdictions du gouvernement israélien : « Hébron, funeste prière pour un massacre. Une cérémonie haineuse dénoncée par plusieurs ministres israéliens, où sont réapparus les extrémistes anti arabes du [Kach](#) (interdit depuis). », Pierre **Haski** [[Libération](#) | 17 février 1995]. Le Hamas et le [Jihad islamique](#) répliquent - pouvait-il en être autrement ? – et commettent des [attentats suicides](#), par exemple le 6 avril 1994 une voiture piégée est lancée contre un autobus à Afula où 8 Israéliens sont tués et 44 blessés.

Tout s'enchaîne dans la violence et le 4 novembre 1995 lors d'une manifestation pour la paix à Tel Aviv, [l'assassinat du Premier ministre](#), le Travailleur Yitzhak **Rabin**, par un juif religieux d'extrême-droite, est une véritable déflagration, non seulement au Proche-Orient mais aussi dans le monde, tant cet homme était considéré comme le seul à pouvoir incarner la possibilité de parvenir à la paix. Victoire du fanatisme religieux ? Fin des espoirs de paix ? « *C'est au nom de la dévotion fanatique à Dieu que l'étudiant en théologie israélien Yigal Amir a assassiné le Premier ministre Yitzhak Rabin [...]. Parce qu'il était préparé à donner une terre juive sacrée, Rabin fut jugé comme mettant en danger la rédemption du peuple juif dans son ensemble.* », Jean-François **Bayart** [[Alternatives économiques](#) | octobre 2023].

Cet assassinat, marqueur de l'échec des accords d'Oslo, va permettre au Likoud, parti politique de droite opposé à un État palestinien, et à Benjamin **Netanyahou** de parvenir au pouvoir.



«Bibi» à la Knesset, interpellant Yitzhak Rabin, en septembre 1993 / ©Menahem Kahana/AFP

Pour lui le terrorisme est « *une menace existentielle qu'aucun des gestes accomplis par l'OLP, à commencer par la reconnaissance solennelle d'Israël, ne saurait amender* », car le Terrorisme de l'OLP aurait un « *rôle central dans le parrainage et l'entraînement de groupes terroristes du monde entier* ». En revanche, il n'y a pas de terrorisme de la part de fanatiques israéliens qui seraient des « combattants de la liberté » : « *Il est essentiel de ne pas confondre les groupes terroristes et les combattants de la liberté, l'action terroriste et l'action militaire légitime* », distinction empruntée à son père qui s'exprimait ainsi en

1984 : « *À la différence du terroriste, aucun combattant de la liberté n'a jamais délibérément attaqué des innocents* » (Benzion Netanyahou, "Terrorism and Freedom Fighters"). Habité par sa rage anti-Oslo, il en était venu à soutenir des meetings où étaient scandés des slogans tels que "Rabin est le chien de Arafat", "Mort à Rabin" », Jean-Pierre **Filiu** [[Orient XXI](#) | 18 octobre 2021]

Les Travailleurs perdent les élections législatives en mai 1996, au bénéfice du Likoud attaché au concept de "Terre d'Israël". Benyamin **Netanyahou**, "Bibi", est nommé Premier ministre pour la première fois, jusqu'en 1999, puis de nouveau en 2009 après une parenthèse Travailleurs.

« *Quand Rabin a été assassiné, le 4 novembre 1995, j'ai senti qu'une page de l'histoire israélienne moderne avait été tournée. J'ai toujours trouvé que cet endroit du monde est... comme un volcan. Dans ce contexte, le problème de l'artiste, du cinéaste, de l'écrivain est de savoir quoi faire quand on vit près d'un volcan. Quelle forme artistique peut-on proposer ? Quelle est la bonne distance ? Puisqu'on est au cœur d'une situation très dramatique, une sorte de feuilleton ininterrompu, il faut imposer une perspective et ce n'est pas facile. Ce projet sur l'assassinat de Rabin est comme une sorte de geste de mémoire, avec l'espoir que parfois, lorsqu'on ressuscite la mémoire, cela peut faire bouger les choses. [...] J'espère que c'est ce que nous faisons avec cette présentation multiforme, un film, une exposition et une pièce de théâtre sur l'assassinat d'Yitzhak Rabin* », Amos **Gitai** [[Festival d'Avignon](#) | 11 juillet 2016].

Vingt-huit ans après cet assassinat "Bibi" est toujours là avec des ministres d'extrême-droite, le volcan est loin d'être éteint et la guerre continue toujours plus inhumaine et toujours plus asymétrique : d'un côté Israël avec une armée super-équipée réputée comme l'une des meilleures du monde et solidement aidée par les États-Unis ; de l'autre la Palestine avec un armement comparativement dérisoire, l'impossibilité d'avoir une aviation de combat en étant l'une des caractéristiques. Bien entendu cette asymétrie se retrouve dans le

nombre de victimes civiles. [Karim Kattan](#), écrivain palestinien, le confirme : « *Je pourrais, il est vrai, faire un décompte d'un côté comme de l'autre – pour démontrer, par exemple, que, après une escalade de la violence, le nombre de victimes palestiniennes est toujours disproportionné face au nombre de victimes israéliennes, non pas par accident mais parce qu'il s'agit d'un rapport de force essentiellement dissymétrique.* » [[Le Monde](#) | 11 octobre 2023]

L'escalade de la violence mentionnée par Karim Kattan, a, le 7 octobre, atteint par surprise le peuple israélien sur son territoire même, alors qu'il se croyait protégé de toute invasion de ce type par un système de défense particulièrement sophistiqué. Et nous avons été fortement incités par les gouvernements d'Israël, des États-Unis, de l'Europe..., à nous polariser sur cet évènement, plus particulièrement sur le Hamas, devenu l'objet tel ressentiment international, que toute légitimité de représentation est rendue impossible, malgré des élections favorables en 2006 et un soutien populaire bien supérieur à celui du Fatah.

La solution pour arrêter l'escalade serait-elle paradoxalement dans toujours plus de violence ? « *Détruisons le Hamas, tout le Hamas* » n'arrêtent pas de clamer le Premier ministre et le gouvernement d'Israël, quelles qu'en soient les conséquences catastrophiques pour les habitants de la bande de Gaza. Et ces gouvernants nous poussent à oublier l'histoire, alors que « *Le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé* » [William **Faulkner**, *Le Bruit et la fureur*, 1929].

Le journaliste Pierre **Péan** reprend sans doute à son compte cette pensée de W. Faulkner quand il constate justement « *qu'il est impossible aux Palestiniens de regarder le passé puisque le passé, c'est encore le présent. Ils sont dans un mécanisme infernal.* » [[Le Monde diplomatique](#) | septembre 2002]. Et il fait mention de plusieurs évènements graves impliquant directement l'armée israélienne : "Deir Yassine (1948), Qibya (1953), Jénine, ville dont une partie est un camp de réfugiés bastion de la résistance palestinienne (2002, 2023), ou indirectement : Sabra et Chatila, camps de réfugiés palestiniens au Liban (1982). Ce sont ces lieux historiques qui sont évoqués dans la deuxième partie.



II. La terreur et la haine

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés. La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première. La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres. Il n'y a pas de pire hypocrisie que de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. », [Hélder Câmara](#) [évêque brésilien, *La spirale de la violence*, 1967]

Je pense qu'Hélder Camara exprime on ne peut plus clairement ce qu'est la situation de la Palestine ; il y a en effet dans l'histoire et dans le présent beaucoup d'évènements d'une grande violence subis par les Palestiniens, évènements que l'on peut qualifier de crimes de guerre, c'est ce que nous abordons dans cette deuxième partie.

Villes, villages, camps de réfugiés, menacés

Les villes ou villages cités par Pierre Péan, sont des marqueurs importants de l'histoire de la Palestine et sont devenus des lieux et dates symboles de violences destructrices et sources de haines.

Deir Yassine, avril 1948

À cinq kilomètres à l'ouest de Jérusalem, [Deir Yassine](#) est un village arabe de 700 habitants. À cette date, l'État d'Israël n'est pas encore proclamé et les Britanniques mandataires sont toujours là mais se préparent à partir, dans l'incapacité à pouvoir quelque peu contrôler une situation explosive. Des organisations paramilitaires -- rattachées à la [Haganah](#), préfiguration du [Tsahal](#) l'actuelle armée israélienne -- se chargeaient de sécuriser les itinéraires d'accès à Jérusalem et quand elles rencontraient quelque résistance dans un village, elles procédaient à son élimination par la mort, la destruction et l'exil des habitants restant. Ce fut le cas le 9 et le 10 avril à Der Yassine où sont intervenues militairement l'[Irgoun](#) et le [Lehi](#), deux milices ultranationalistes, suprémacistes et racistes, avec une même obsession : « libérer la Palestine du joug britannique et permettre aux juifs de rejoindre librement leur terre pour s'y installer » [[Akadem](#) 1991]

Ce désastre soulève de vives réactions dans le monde, y compris de la part de personnalités de religion juive. Ainsi Albert **Einstein**, Anna **Arendt** et de nombreux autres signataires, écrivent une lettre publique :

« Le public américain doit être informé sur le passé et les objectifs de [Menahem Begin](#) et de son mouvement (le Parti de la Liberté). Aujourd'hui ils parlent de liberté, de démocratie et d'anti-impérialisme, alors que jusqu'à récemment ils ont prêché ouvertement la doctrine de l'État-fasciste [...] Le 9 avril 1948, des bandes de terroristes (issues du Parti de la Liberté) ont attaqué ce village paisible, qui n'était pas un objectif militaire dans le combat, ont tué la plupart de ses habitants – 240 hommes, femmes et enfants – et ont maintenu quelques-uns en vie pour les faire défiler comme captifs dans les rues de Jérusalem. La majeure partie de la communauté juive a été horrifiée par cet acte. Mais les terroristes, loin d'avoir honte de leurs actes, étaient fiers de ce massacre, l'ont largement annoncé et ont invité tous les correspondants étrangers présents dans le pays à venir voir les tas de cadavres et les dégâts causés à Deir Yassin. » [[The New York Times](#) | 2 décembre 1948].

Le propos est très sévère à l'égard des responsables israéliens ; il est question de fascisme et de terroristes, le mot figure cinq fois dans la lettre d'une page et demie. Mais ses auteurs, malgré leur renommé, n'ont pu changer en rien le cours de l'histoire...

Qibya, octobre 1953

Un point géopolitique est nécessaire. [La guerre Israélo-Arabe de 1948-1949](#) a permis à Israël d'accroître son emprise territoriale sur la Palestine de 50 % supplémentaires par rapport aux données du [plan de partage](#) de 1947. La Cisjordanie (ou Samarie-Judée pour les Israéliens) est ainsi rattachée à la Transjordanie, et il n'est absolument plus question d'une reconnaissance de la souveraineté d'un État de la Palestine. Outre un grand nombre de victimes civiles et militaires des deux côtés et beaucoup de destructions, cette guerre a provoqué un important exil de la population palestinienne : [la Nakba](#), ou la "Catastrophe". 720 000 personnes sont

condamnées à laisser leurs biens à la “disposition” des Israéliens qui s’empresstent de se les approprier au point d’en faire une loi.

En mars 1950, la Knesset décide de la [loi sur les “propriétés abandonnées”](#) permettant la saisie des biens (habitat et terres agricoles) de toute personne absente ! C’est-à-dire toutes les personnes réfugiées dans des camps principalement à Gaza, en Jordanie, Liban et Syrie. Cette loi est encore appliquée, par exemple en janvier 2022 dans le quartier occupé de Sheikh Jarrah à Jérusalem Est, pour procéder à la [démolition d’une maison](#). « *Comment, dites-moi, un peuple dont la mémoire est forgée dans l’exil et la diaspora, peut-il infliger à d’autres familles les mêmes souffrances, les mêmes injustices ? Ne devrions-nous pas nous sentir responsables de tous ceux qui se sont « absents » plutôt que de profiter de leur absence ?* », Frédéric **Boyer** [[La Croix](#) | 24 mai 2021].

Dans cette configuration territoriale déshumanisante, [le village de Qibya](#) (1 500 habitants), situé juste à la frontière entre la Cisjordanie et Israël devient une cible de l’armée israélienne. Nombre de ses habitants ont été dépossédés de leurs terres agricoles, ou n’ont plus accès à leurs champs de l’autre côté de la frontière. Ce qu’ils n’admettent pas et leurs incursions en territoire israélien sont nombreuses pour tenter désespérément de récupérer des récoltes, du bétail..., non sans violence et avec également des actes de sabotage. Le 13 octobre 1953 un attentat près de Tel Aviv provoque la mort d’une Israélienne et de ses deux enfants. L’enquête ultra rapide conduit à rechercher le ou les coupables vers le village de Qibya. Une opération de représailles a lieu dans la nuit du 14 au 15 octobre conduite par une unité d’élite du [Tsahal](#), commandée par Ariel Sharon et avec une volonté de vengeance conduisant au massacre de nombreux villageois et à la destruction d’une grande partie des habitations.

À tel point que le Conseil de sécurité des Nations-Unies fait le constat « *que l’action de représailles entreprise à Qibya par les forces armées d’Israël, les 14 et 15 octobre 1953, et toutes actions semblables constituent une violation des dispositions de la [résolution 54](#) (1948) du Conseil de sécurité [...] Exprime sa plus profonde désapprobation de cette action, qui ne peut que compromettre les chances du règlement pacifique que les deux parties doivent rechercher dans l’esprit de la Charte, et requiert Israël de prendre des mesures efficaces pour prévenir toutes actions semblables dans l’avenir.* » [[Résolution 101](#) | 24 novembre 1953]. Dans la mesure où la conduite de l’action militaire ne fait plus la distinction militaires / civils et qu’il y a une volonté destructrice totalement démesurée, on retrouve à Qibya la terreur évoquée comme arme de guerre par Albert Einstein et Anna Arendt lors du massacre de Deir Yassine.

Qibya met en évidence un personnage qui va devenir central dans l’histoire de la Palestine : **Ariel Sharon**, militaire avant tout, mais aussi homme politique d’importance. Il est jusqu’en janvier 2006 (*victime d’un AVC paralysant*) un pilier de la tourmente guerrière quasi permanente qui traverse désormais le territoire palestinien. Ce qui fait dire au professeur américain [Noam Chomsky](#), d’une famille juive, que « *Qibya est le premier exemple “bien connu” dans la carrière terroriste d’Ariel Sharon* » [*“Israël, Palestine, États-Unis, le triangle fatidique”* | éd. Ecosociété (Montréal) | 2006].

Sabra et Chatila au Liban, 1982

Il s’agit de deux camps ([sur les 12 du Liban](#)) de réfugiés palestiniens installés en 1949 près de Beyrouth ; environ 8 à 9 000 habitants dans chaque camp vivent dans une grande pauvreté et beaucoup de méfiance de la part des Libanais.

En 1982, Ariel Sharon est impliqué dans les événements qui se déroulent cette année-là au Liban, pays en pleine [guerre civile](#) (*de 1975 à 1990*). Depuis août 1981 il est ministre de la défense dans le 2^e gouvernement de [Mehamem Begin](#) (*a été Premier ministre d’Israël de juin 1977 à octobre 1983. Il a négocié avec l’Égypte en 1978, sous la tutelle des États-Unis (Jimmy Carter président), les accords de Camp David-I, premier traité de paix entre Israël et un pays arabe. Ce qui lui a valu la même année le prix Nobel de la Paix conjointement avec Anouar el Sadate. Cette distinction est surprenante quand on découvre la politique qu’il a menée en Palestine par la suite.*)

Si l’armée israélienne n’a pas été directement active à Sabra et Chatila, ce massacre est cependant l’aboutissement d’un long processus politique et militaire dans lequel ont été concernés d’une part, le Tsahal avec les généraux Rafael Eitan et Avigdor Ben-Gal ; d’autre part le service du renseignement et des opérations spéciales : le [Mossad](#) avec le général Meir Dagan. Ce processus avait pour objectif l’élimination de l’[Organisation de Libération de la Palestine](#) (OLP) et de ses leaders dont Yasser **Arafat**, considérés comme des terroristes et retranchés dans le Liban sud depuis 1970 ; les incidents de frontière avec Israël étaient multiples.

Ces trois militaires mettent alors en place et dans le plus grand secret : le [Front pour la libération du Liban des étrangers](#) [FLLE] dans l'intention de « *créer le chaos parmi les Palestiniens et les Syriens réfugiés au Liban, sans laisser d'empreinte israélienne, pour leur donner l'impression qu'ils étaient constamment sous attaque et leur instiller un sentiment d'insécurité.* » C'est ce que rapporte le journaliste israélien Ronen Bergman dans son monumental ouvrage "**Lève-toi et tue le premier**" (Grasset, 2020) et que l'historien Rémi Brulin présente et analyse longuement dans le magazine [Orient XXI](#) : « *Des choses terribles ont été faites [...]. J'ai soutenu et même participé à quelques-unes des opérations d'assassinats effectuées par Israël. Mais là nous parlons d'extermination de masse, juste pour tuer et pour semer le chaos et l'effroi chez les civils. Depuis quand envoyons-nous des ânes chargés de bombes dans des marchés pour qu'ils explosent ?* », témoigne un agent du Mossad cité par Ronen Bergman.

Entre 1979 et 1982 le FLLE a commis une [quarantaine d'attentats au Liban](#) dans des quartiers à forte population arabe, principalement à l'aide de voitures piégées provoquant de nombreuses victimes. L'assassinat de Yasser Arafat a été envisagé deux fois, sans que cela aboutisse par opposition semble-t-il, d'Ariel Sharon. Ce qui ne l'empêchait pas d'envisager que « *ces opérations pousseraient Yasser Arafat à attaquer Israël, qui pourrait alors répondre en envahissant le Liban, ou au moins inciteraient l'OLP à des représailles contre la Phalange chrétienne, ce qui permettrait à Israël de se précipiter en grande force à la défense des chrétiens* », Ronen Bergman [\[op.cit.\]](#)

Le 6 juin 1982 le Tsahal déclenche une grande offensive à Beyrouth, l'opération « [Paix en Galilée](#) », afin d'éliminer la direction de l'OLP, vécue comme trop menaçante, et qui devra effectivement se réfugier en Tunisie en août. Cette opération est condamnée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations Unies qui « *Exige qu'Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban* » [art. 1 de la [Résolution 509](#)]. Mais si les Nations Unies peuvent "exiger", en revanche elles ne peuvent contraindre. Le gouvernement israélien ne tient donc absolument pas compte de cette résolution, ce qui est devenu d'ailleurs une habitude... [L'armée israélienne occupe le Liban-sud](#) jusqu'en mai 2000, afin d'y pourchasser les "terroristes" du Hezbollah, sans toutefois beaucoup de réussite malgré des opérations militaires de grande envergure aux noms évocateurs : « *Justice rendue* », « *Raisins de la colère* » ! Et à ce jour le Hezbollah, avec l'appui de la Syrie et de l'Iran, demeure très influent non seulement au Liban mais aussi à Gaza.

Toujours en 1982, l'armée israélienne, qui a pris ses quartiers au Liban sud près de Beyrouth, passe des accords avec les Phalanges libanaises, dont les milices armées affrontent régulièrement les militants de l'OLP avec beaucoup de violence de part et d'autre. Le 14 septembre le président du Liban, [Bachir Gemayel](#) qui vient juste d'être élu, est assassiné. Des musulmans syriens et palestiniens sont immédiatement soupçonnés sans que cela soit confirmé. Ce qui n'empêche pas de crier vengeance et dans la nuit du 16 au 17 environ 300 miliciens des phalanges chrétiennes libanaises très bien équipées en armement, se rendent dans les camps de Sabra et Chatila. Ils n'y rencontrent qu'une faible résistance et se déchaînent en massacrant et détruisant. L'armée israélienne positionnée au-dessus des camps, regarde attentivement et se charge d'éclairer le site avec des fusées lumineuses ! Les milices quittent les deux camps le 18 au matin à la suite d'une ferme demande des États-Unis.

Des journalistes parviennent rapidement à pénétrer dans les camps et découvrent l'horreur : « *Les rues sont jonchées de cadavres d'enfants, de femmes et d'hommes. Certains ont les poings et les chevilles liés, d'autres, surpris dans leur sommeil, sont en sous-vêtements ou en pyjama. Beaucoup de corps portent des traces de mutilations et de torture.* » ["Retour sur un massacre impuni", Paul Khalifeh [RFI](#) | 16 septembre 2022]. Images et récits parcourent le monde et déclenchent une énorme vague d'émotion et de réprobation. A. Charon et l'armée israélienne sont mis au banc des accusés au même titre que les milices libanaises.

Les Nations-Unies se réunissent le 24 septembre en Session extraordinaire d'urgence : l'Assemblée générale « **Bouleversée par le massacre de civils palestiniens à Beyrouth, profondément préoccupée par les souffrances des populations civiles palestiniennes et libanaises, condamne le massacre criminel de civils palestiniens et autres à Beyrouth, le 17 septembre 1982. Décide d'appuyer pleinement les dispositions des [résolutions 508 et 509](#) (6 juin 1982) du Conseil de sécurité, dans lesquelles celui-ci a exigé notamment que : a) **Israël retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban ; b) Toutes les parties au conflit cessent immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et de part et d'autre de la frontière libano-israélienne [...]** » [[Résolution ES 7/9](#): 147 pour, 2 contre : États-Unis et Israël]**

Le 16 décembre une deuxième Résolution proclame que l'Assemblée générale est à nouveau « **bouleversée par le massacre massif de civils palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, situés à Beyrouth, prenant acte de l'indignation et de la condamnation universelle suscitées par le massacre, 1) condamne dans les termes les plus énergiques le massacre massif de civils palestiniens [...] 2) décide que le massacre a été un acte de génocide** » [Résolution 37/123].

Cette deuxième Résolution est "énergique" et les massacres de Sabra et Chatila sont qualifiés "d'acte de génocide". Très grave accusation qui provoque de multiples réactions et d'analyses en "pour" ou "contre" : y a-t-il eu : « *intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux* » [©dictionnaire Le Grand Robert, 2023] ? Cette définition est proche de celle de la [Convention des Nations-Unies](#) pour la « *prévention et la répression du crime de génocide* » du 9 décembre 1948. Cette question n'a pas eu vraiment de réponse.

L'ampleur de la désapprobation internationale met le gouvernement de M. Begin dans l'obligation de déclencher le 28 septembre une commission d'enquête confiée à Yitzhak **Kahane**, président de la Cour suprême israélienne. La "[Commission Kahane](#)" remet son rapport le 8 février 1983 en concluant « *à la responsabilité directe des milices chrétiennes, et à la responsabilité indirecte d'Israël. Les enquêteurs estiment qu'Ariel Sharon, ministre de la Défense à l'époque, n'avait pas pris des "mesures appropriées" susceptibles d'éviter le massacre. Il est invité à remettre sa démission [...] Le Premier ministre Menahem Begin et le ministre des Affaires étrangères Yitzhak Shamir, sont blâmés pour avoir agi avec "indifférence" ou "légèreté"* » [RFI [op.cit](#)]. A. Sharon démissionne peu après mais reste au gouvernement comme ministre sans portefeuille.



Sabra and Chatila Massacre, 1982-83 / © [Dia Al-Azzawi](#). Courtesy of The Tate Modern, London

Cf. Sabra et Chatila 1982. "Ce que l'art vient faire dans l'histoire", [Sandra Barrère](#) | [Orient XXI](#) | 4 octobre 2019

De Sabra-Chatila à Gaza

Leila **Seurat**, chercheuse au "Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris" a interrogé la qualification "d'acte de génocide" en définissant plusieurs critères [*Sabra et Chatila : retour sur le caractère génocidaire d'un massacre*] [\[CAREP](#) | septembre 2022] :

- La chaîne de commandement : quels ordres ont été donnés aux combattants militaires ou miliciens ?
- Les méthodes d'administration de la mort : quelles sont les armes utilisées ? Y a-t-il eu des exécutions sommaires, des viols... ?
- Recherche de l'anéantissement de "l'autre" en exterminant civils et militaires
- Le besoin de vérité et de justice

Cette grille me permet de rapprocher les deux événements "Sabra et Chatila" et "Israël-Hamas-Gaza.

Liban Sabra Chatila 17 septembre 1982	Israël, Hamas 7 octobre 2023
La chaîne de commandement : quels ordres ont-ils été donnés ?	
<p>Aucun document connu ou témoignages ne permettent de remonter avec certitude jusqu'à la direction des Phalanges chrétiennes. Cependant l'historien Seth Anzicka « à partir de sources non publiées de la commission Kahane, relève l'existence de plusieurs rencontres, dans les mois précédant Sabra et Chatila, entre responsables israéliens et le président du Liban Bachir Gemayel, rencontres qui pourraient témoigner de l'existence d'un plan pour chasser tous les Palestiniens du Liban » [cité par Leila Seurat, op.cit] Par ailleurs le commandant des milices libanaises, Elie Hobeika, avait rencontré le général Amos Yaron, représentant de Tshal à Beyrouth, quelques heures avant l'invasion des camps.</p>	<p>Il semblerait que la branche militaire du Hamas, maintenue à Gaza, se soit opposée à une partie de la direction politique installée au Qatar et ait pris la décision seule. L'Iran n'aurait même pas été informé ! « L'attaque du 7 octobre contre Israël a pris de court la direction à l'étranger de l'organisation », Leila Seurat [Le Monde diplomatique janv 2024]</p> <p>Quoi qu'il en soit cette "invasion" ne relève pas de l'improvisation et a nécessité une longue préparation, pourtant tout le monde a été surpris et sidéré, y compris les services de renseignement d'Israël !</p> <p>« La barbarie de l'assaut a déconcerté. "Il s'est passé quelque chose de nouveau. Jusqu'à présent, le Hamas ne tolérait pas de tels agissements", assure la spécialiste du conflit israélo-palestinien Laetitia Buaille, [France 24 12 oct. 2023] Il faudra sans doute attendre longtemps avant de connaître l'ensemble du processus de décision qui a mené à cette déflagration », Gilles Paris, Hélène Sallon [Le Monde 19 novembre 2023]</p>
<p>Dans les deux cas, l'incertitude demeure sur les chaînes de commandement et rien ne démontre que l'ordre de massacre aurait été donné par la hiérarchie militaire au plus haut grade. Il ressort cependant que pour Sabra et Chatila, les dirigeants politiques et militaires israéliens avaient connaissance de ce qui se préparait et qu'ils ont laissé faire.</p> <p>À Gaza, Mohammed Deif – « personne la plus recherchée par Israël » [Libération 16 oct. 2023] -- et Yahya Sinwar, tout autant recherché, deux leaders emblématiques du Hamas, seraient à l'origine de l'attaque du 7 octobre, avec pour objectifs de s'en prendre à des installations militaires israéliennes et de faire de nombreux otages, utilisés ensuite comme "monnaie" d'échange avec des prisonniers palestiniens : « En maître des horloges, Yahya Sinwar a négocié chaque point de l'accord de la trêve, de la libération des otages israéliens à celle des prisonniers palestiniens [...] Pour Matti Steinberg (ancien conseiller des services de renseignements israéliens) « Sinwar consacre le Hamas comme celui qui libère les prisonniers palestiniens. Ils l'ont promis, ils le font. Ils ont imposé l'idée que le 7 octobre était une victoire de leur mouvement. Et chaque libération d'otages est un rappel de cette victoire aux yeux de l'opinion palestinienne. » [Le Monde 27 novembre 2023]</p>	
Les méthodes d'administration de la mort : quelles sont les armes utilisées ?	
<p>Elles sont pratiquement identiques dans les deux cas :</p> <p>L'utilisation non seulement d'armes à feu, mais aussi d'armes blanches (couteaux, haches...), l'acharnement sur les corps et le viol, démontrent une volonté de faire très mal, bien au-delà de ce qu'autorisent les règles dites "normales" de la guerre. Moment de grande folie collective provoquée par la haine et peut-être aussi par la consommation de drogues.</p> <p>« Je tirais, je tirais... et qu'est-ce que tu voulais que je ressentie ? Je ne ressentais rien, c'était devenu une habitude. Tuer c'était pour moi comme fumer une cigarette » témoigne un milicien phalangiste [cité par Leila Seurat, op.cit]</p>	

Liban Sabra Chatila 17 septembre 1982	Israël, Hamas 7 octobre 2023
Anéantir "l'autre", considéré non seulement comme ennemi mais à exterminer	
<p>L'armée Israélienne, puissance occupante au Liban sud, était dans l'obligation de protéger la population des camps de réfugiés, ce qu'elle n'a pas fait, admettant ainsi que les forces armées libanaises puisse provoquer la mort et la panique chez les Palestiniens réfugiés, afin de les éloigner avec leurs dirigeants (<i>ont été accueillis par la Tunisie</i>), en dehors du Liban, vers d'autres camps en Syrie, en Jordanie... Ce nouvel exode avait d'ailleurs commencé dès le début de la guerre civile. S'il y eut de nombreuses victimes, il n'y avait pas cependant une intention d'exterminer tout un peuple.</p>	<p>Le projet du Hamas, allié avec l'Iran et le Hezbollah libanais, est d'islamiser l'ensemble de la Palestine telle qu'elle était géographiquement en 1920 à la fin de l'Empire Ottoman, ce qui entraînerait de fait la disparition de l'État d'Israël.</p> <p>La Charte du Hamas (1988) précise : « <i>la Palestine est un "Waqf" (donation perpétuelle) islamique consacré aux générations de musulmans jusqu'au Jugement Dernier. [...] Pas une seule parcelle ne peut en être dilapidée ou abandonnée à d'autres</i> » [art. 11]. « <i>Rien dans le nationalisme n'est plus significatif ou plus profond que dans le cas d'un ennemi qui pose les pieds sur une terre musulmane. Résister et réprimer l'ennemi devient le devoir individuel de tout musulman, mâle ou femelle</i> » [art. 12]. « <i>Il n'existe pas de solution à la question palestinienne, excepté le Jihad</i> » [art.13]</p>
<p>L'extrême radicalité du Hamas conduit à l'élimination de tout "Autre" qui n'est pas semblable en religion. Cependant avec une nouvelle charte en 2017 (<i>page 14 dans le texte</i>), qui ne remplace cependant pas explicitement celle de 1988, le Hamas a voulu atténuer la violence de son projet. Le sionisme demeure l'ennemi N° 1 car il s'agit « <i>d'un projet raciste, agressif, colonial et expansionniste basé sur l'appropriation violente de ce qui appartient à d'autres ; c'est un projet hostile au peuple palestinien</i> » [art.14]. Cependant, « <i>Le Hamas affirme qu'il s'oppose au projet sioniste, et non pas aux Juifs en raison de leur religion</i> » [art.16], puisque « <i>L'Islam est une religion de paix et de tolérance. Il protège les adeptes des autres croyances et religions qui peuvent pratiquer leur foi en toute sécurité. Le Hamas croit également que la Palestine a toujours été et sera toujours un modèle de coexistence, de tolérance et d'innovation culturelle</i> ». [art.8]. Le 7 octobre, avant de massacrer des centaines de civils israéliens, les milices du Hamas auraient dû relire leur charte et en appliquer les intentions bienveillantes !</p> <p>Mais la riposte d'Israël, avec des moyens militaires disproportionnés, dépasse aussi tout entendement.</p>	
Besoin de vérité et de justice	
<p>Aucune condamnation n'a été prononcée à l'égard des responsables libanais et israéliens, et compte tenu des délais, il n'y en aura sans doute aucune, de plus nombre d'entre eux sont décédés. « <i>Au-delà des querelles juridiques, c'est avant tout un besoin de vérité et de justice qui s'exprime</i> » [Leila Seurat, op.cit], mais ce besoin ne sera pas satisfait, au détriment des familles des victimes et de l'ensemble du peuple palestinien.</p> <p>La Cour Pénale n'existait pas à cette époque, mais les Nations-Unies, ayant reconnu « <i>les principes de droit international reconnus par le statut de la Cour de Nuremberg</i> » [Résolution 95 déc. 1946], aurait pu décider de la création d'un tribunal international ad hoc.</p>	<p>La Cour Pénale Internationale (CPI), définie par le Statut de Rome (17 juillet 1998), est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Elle poursuit et juge des personnes « <i>accusées de génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre</i> ». La CPI n'a pas d'effet rétroactif et ne peut être saisie de plaintes antérieures à 2002</p> <p>Depuis janvier 2015 l'Autorité palestinienne est reconnue comme un État membre de la CPI, ce qui lui a ouvert une nouvelle porte internationale de reconnaissance et d'action. Israël, n'ayant pas ratifié le traité de Rome, n'est pas parvenu à s'y opposer malgré le soutien des États-Unis. Et B. Netanyahou a « <i>assimiler cette décision à de l'antisémitisme</i> » ! [France Inter 8 février 2021]</p>

Karim **Khan**, actuel Procureur de la CPI, estime que « nous assistons à une pandémie d'inhumanité qui menace de se propager. Ces situations d'urgence en matière de droits de l'homme sont liées les unes aux autres. Elles ont ceci de commun qu'elles résultent de l'incapacité qui est la nôtre à conférer la moindre valeur à la vie de nos semblables ». Et, précise-t-il, les actes contraires aux "règles" de la guerre, définies par les conventions de Genève et le [Statut de Rome de la CPI](#), « doivent faire l'objet d'enquêtes et ne sauraient rester impunis. Mon bureau peut exercer sa compétence à l'égard de crimes commis par les ressortissants des États parties. Cette compétence s'étend à tous les crimes relevant du statut de Rome ». [[Le Monde](#) | 14 novembre 2023].

Depuis le 7 octobre les plaintes affluent auprès de la CPI, déposées par centaines par des associations et des avocats. Tous réclament de toute urgence des mandats d'arrêt afin d'enrayer au plus vite les actions criminelles du Hamas et d'Israël. Cependant la CPI n'a pas les moyens de traiter des plaintes dans l'urgence et les États membres ne se précipitent pas pour en fournir plus, voire cherchent à freiner les instructions, tel est le cas pour les États-Unis dont « le secrétaire d'État, Antony Blinken, a mis en garde la Cour contre toute poursuite visant des responsables israéliens » [[Le Monde](#), [op.cit](#)]

Peut-on parler de génocide à Gaza ? « Le bureau international de la Fédération internationale pour les droits humains a adopté une résolution reconnaissant les actions d'Israël contre le peuple palestinien comme étant un génocide en cours », Ziad **Majed** [[OrientXXI](#) | 14 décembre 2023].

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud a déposé plainte auprès de la [Cour internationale de justice](#) (CIJ - Haute Cour des Nations-Unies) contre Israël pour « pour violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ». Elle demande que la CIJ exhorte Israël à « mettre fin immédiatement à toutes les attaques militaires » qui pourraient constituer des actes de génocide, de « cesser de tuer et de causer de graves blessures mentales et physiques au peuple palestinien à Gaza » et de « ne pas imposer des conditions de vie qui pourraient entraîner la destruction physique (des habitants de Gaza) » [[Le Monde](#) | 10 janvier 2024].

Si la CIJ décide de se saisir de cette plainte, l'instruction prendra de longs mois, aussi l'Afrique du Sud a demandé aux juges de prendre des mesures conservatoires immédiates, sans toutefois que cela puisse s'imposer à Israël, qui considère que cette plainte est "une aberration".

« Une incarnation de l'horreur, une vision d'après ouragan. Des maisons détruites, totalement ou partiellement, des débris de béton et de fer, des fils électriques entremêlés. Des voitures pulvérisées par les chars ou les missiles ajoutent une dimension barbare à cet effrayant spectacle. Une odeur âpre de cadavres flotte sur les décombres. »

Cette citation pourrait convenir pour décrire Gaza aujourd'hui, elle nous fait cependant remonter plus de vingt en arrière à Jénine, là où le journaliste israélien Amnon **Kapeliouk** a, pour [Le Monde diplomatique](#), enquêté en mai 2002 sur un crime de guerre commis en avril par l'armée israélienne.

Jénine, 2002, 2023

[Jénine](#) est une ville de 40 000 habitants au nord de la Cisjordanie, pas très loin de l'actuelle frontière avec Israël. Elle est située en zone A, là où l'Autorité Palestinienne est censée assurer l'administration et la sécurité avec sa propre police, ce qui est relatif, Tsahal ayant pris l'habitude d'y procéder également à sa propre police.

Un important camp de réfugiés, proche de la ville, rassemble environ 15 000 Palestiniens dont la plupart vivent pauvrement. Il a la réputation d'être un haut lieu de la résistance palestinienne, ce qui motive des incursions militaires israéliennes très "musclées", à la poursuite de "terroristes", pour la plupart jeunes, et en vertu du principe du "droit à se défendre".

Du 3 au 11 avril 2002, en pleine [2^e Intifada](#), et dans le cadre de "[l'opération Rempart](#)" décrétée par Ariel Sharon (Premier ministre) le "droit à se défendre" se transforme en non-droit pour les habitants du camp : couvre-feu, soldats tirant à vue, bombardements, destruction d'habitations dont un quartier entier...

« Ce n'est pas difficile d'imaginer ce qui se passe à l'intérieur des maisons après tout ce qu'on a tiré dessus, [...] À la suite de la mort du commandant de notre compagnie dans les premières minutes du combat, l'ordre que nous avons reçu était très clair : il fallait tirer sur chaque fenêtre, arroser chaque bâtiment (...). On nous a dit d'une façon claire : "Cassez-les !" À partir de ce moment-là, nous avons craché des munitions de toutes les armes que l'armée possède. Nous avons tiré des dizaines de missiles à l'intérieur des maisons et utilisé les

mitraillettes lourdes contre chaque fenêtre. [...] Chaque nuit, il fallait, selon les ordres, “réveiller le camp”. Le but était de tirer contre les combattants palestiniens pour les inciter à riposter [...] (les habitants) étaient dans leurs maisons. Les derniers jours, la plupart de ceux qui sont sortis des bâtiments étaient des vieillards, des femmes, des enfants qui avaient subi notre feu. Nous ne leur avons laissé aucune chance de sortir du camp ; il s’agit d’un grand nombre de personnes. [...]. Il s’est produit une déshumanisation. Certes, nous avons subi un feu nourri, mais, en revanche, nous avons effacé une ville » [un soldat, cité par Amnon Kapeliouk, [op.cit.](#)]. Le nombre de morts a donné lieu à des estimations variant entre cent et deux cents Palestiniens et Palestiniennes, et vingt-cinq soldats israéliens.



En Israël et dans le monde les réactions de désapprobation à ce crime de guerre ont été nombreuses, y compris dans le gouvernement israélien. Les Nations-Unies ont créé une [commission d’enquête](#) récusée par A. Sharon, mais je n’ai pas trouvé les conclusions de cette enquête.

« Désormais, le camp de réfugiés palestiniens de Jénine appartiendra à la longue liste de crimes qui jalonnent le conflit israélo-palestinien, du massacre de Qibya (1953) à celui de Sabra et Chatila (1982). Avec, pour dénominateur commun, Ariel Sharon ». [Amnon Kapeliouk, [op.cit.](#)]

Depuis, Jénine est devenue une ville particulièrement “ciblée” par le Tsahal avec de fréquentes incursions terrestres et aériennes, voici celles de 2023 :

- 23 janvier : « À Jénine, les Palestiniens enterrent leurs morts après un raid de l’armée israélienne » | [FrancelInfo](#)
- 19 juin : « Six Palestiniens tués dans un raid de l’armée israélienne » | [Le Monde](#), « Benjamin Nétanyahou, s’est félicité qu’Israël ait tué et arrêté un nombre record de terroristes ces derniers mois »
- 2 juillet : « Le camp de Jénine dévasté par l’armée israélienne » | [Le Monde](#)
- 4 septembre : « L’armée israélienne de retour dans le camp de réfugiés de Jénine » | [AFPS](#)
- 16 novembre : « À Jénine, un 4^e raid israélien en attendant une opération plus massive » | [Libération](#)

Défaite de la pensée

« J’ai ordonné un siège complet de Gaza » a déclaré le 9 octobre le ministre israélien de la Défense, [Yoav Galant](#), « Pas d’électricité, pas de nourriture, pas d’eau, pas de gaz, tout est fermé [...] Nous combattons des animaux et agissons en conséquence » [[France24](#) | 26 octobre 2023]. Cette déclaration, parmi d’autres du même genre, a de quoi scandaliser, c’est ce que pense le médecin et sociologue Didier Fassin : « La non-reconnaissance de la qualité d’êtres humains à ceux qu’on veut éliminer est le prélude aux pires violences. » [[Le Monde](#) | 18 octobre 2023].

Comment des responsables politiques et militaires, donneurs d’ordre conduisant à ces crimes de guerre que l’on vient d’évoquer, peuvent-ils dormir tranquilles alors que ces ordres amènent des soldats à agir à l’encontre de toute raison ? “C’est la fonction qui veut cela”, dit-on, mais cette justification me semble trop facile. Et lorsqu’un soldat déclare que « Tuer c’était pour moi comme fumer une cigarette », ou un autre pour qui « Chaque nuit, il fallait, selon les ordres, “réveiller le camp” » en tirant dans des maisons habitées d’un camp de réfugiés palestiniens, ou encore procéder à une « extermination de masse, juste pour tuer et pour semer le chaos et l’effroi chez les civils », et pour clore, « nous avons effacé une ville »..., je me demande comment il est possible de parvenir à une telle défaite de la pensée. L’écrivaine Dominique Eddé éclaire cette question en précisant les responsabilités :

« Le carnage, le 7 octobre, n’a pas fait que des morts et des blessés civils israéliens, il a jeté une bombe dans les esprits et dans les cœurs, il a arrêté la pensée. Il a autorisé le déchaînement des passions contre les raisons et les preuves de l’histoire. Ce déchaînement peut se comprendre là où manquent les moyens de savoir, d’un côté comme de l’autre. Là où la douleur est écrasante. Il est inacceptable chez les puissants : là où se déclarent les guerres, là où se décident les chances de la paix. Que s’est-il passé

pour qu'un jeune homme, qui dans les années 1980 lançait des pierres pour se faire entendre d'une armée d'occupation toute-puissante, soit devenu le père d'un autre jeune homme réduit à commettre un massacre de civils pour exister ? » [[Le Monde](#) | 31 octobre 2023].

Depuis le 7 octobre, pour le "tout-puissant" Benyamin Nétanyahou, il s'agit d'éradiquer « *l'ennemi sur et sous terre. Le bien triomphera du mal, la vie de la mort. Il s'agit de la mission de notre vie ; il s'agit de la mission de ma vie [...] Israël ne mène pas seulement sa propre guerre, mais une guerre pour l'humanité* » [conférence de presse du 28 octobre 2023 | [Libération](#)]. Guerre non seulement à Gaza, mais aussi en Cisjordanie où la pression militaire israélienne est là aussi intense, mais les médias évoquent beaucoup moins les nombreuses victimes et destructions qui en résultent. « *"Pour eux, nous sommes tous des terroristes", à Jénine, Israël continue d'interpeller les Palestiniens par centaines* », Nicolas **Rouger**, [[Libération](#) | 13 décembre 2023].

Que va devenir la Palestine ?

La longue guerre qui déroule ses crimes en Palestine occupée, nous fait redécouvrir que le "bien triomphant", dont Benyamin Nétanyahou et ses alliés seraient les porte-drapeaux, peut finir par disparaître dans un "mal" institué en système de destruction massive aussi bien de personnes que d'habitations et de bâtiments publics. Dans quelques mois que restera-t-il de Gaza ? Que seront devenus ses nombreux habitants poussés dehors dans un nouvel exil et que pas grand monde ne veut accueillir ? « *L'inventaire des asymétries n'en finit pas* », note l'historien Benoît **Bréville**, s'étonnant que « *Dès les premiers jours de la guerre, le Vieux Continent ait ouvert grand ses portes à des millions d'exilés ukrainiens, dans un élan d'hospitalité à faire pâlir les réfugiés d'Irak, de Syrie ou d'Afghanistan. "Les Ukrainiens nous ressemblent", a justifié un éditeur britannique. [alors que] Nul ne propose d'accueillir les centaines de milliers d'habitants qui voudraient fuir Gaza* ». [[Le Monde diplomatique](#) | Janvier 2024].

Un gouvernement tendance extrême-droite

Mais le véritable enjeu est-il dans un débat stérile entre le bien et le mal ? N'est-il pas plutôt dans le projet géopolitique du Likoud et de ses gouvernements de droite successifs, surtout depuis l'assassinat Yitzhak Rabin en décembre 1995 ? Ces gouvernements, bien que souvent fragilisés par des majorités fluctuantes, parviennent à maintenir le cap du "Grand Israël" qui, à terme, passe par l'annexion de l'ensemble du territoire palestinien. Depuis décembre 2022 le gouvernement, sixième de B. Nétanyahou, est une coalition entre le Likoud et plusieurs partis d'extrême-droite fondamentalistes et suprémacistes ou (et) religieux, dont le [Parti national religieux](#) opposé à la création d'un État de la Palestine. Plusieurs ministres appartiennent à ces partis, certains occupants même des postes régaliens. Ils expriment librement leurs idéologies et choix politiques avec peu de contradictions de la part du Premier ministre, citons :

[Itamar Ben Gvir](#), ministre de la Sécurité nationale ; membre de [Otzma Yehudit](#) (ou Force juive), parti homophobe et suprémaciste : « *Mon droit, celui de mon épouse et de mes enfants, de circuler sur les routes de Cisjordanie, est plus important que la libre circulation des Arabes. C'est la réalité ! C'est la vérité ! [...] Désolé, mais mon droit à la vie passe avant leur droit de circuler* » [[RFI](#) | 25 août 2023]. Provoquant, quelques jours après sa nomination comme ministre, il parcourt le "Mont du Temple", 3^e lieu saint de l'Islam et déclare : « *les Juifs monteront aussi sur le Mont du Temple et ceux qui menacent doivent être traités avec une poigne de fer.* » [[Libération](#) | 3 janvier 2023].

[Yitzhak Wasserlauf](#), ministre du Néguev, de Galilée et de la Résilience nationale, membre de Otzma Yehudit : « *Les valeurs suivantes expriment le droit du peuple juif à l'autodétermination sur la Terre d'Israël, parmi lesquelles l'installation, la sécurité, la culture et l'Alyah, comme cela a été reconnu, entre autres, dans la Déclaration Balfour et la Déclaration d'Indépendance, et ancré dans la Loi fondamentale (adoptée le 19 juillet 2018) : Israël en tant qu'État-nation du peuple juif* » [[The Times of Israël](#) | 27 avril 2023]

[Amihai Eliyahu](#), ministre du patrimoine, membre de Otzma Yehudit fait de l'usage d'une bombe atomique sur Gaza, une possibilité... « *métaphorique* » ajoute-t-il ! Favorable [à la reprise du territoire de Gaza par Israël](#), il évoque un déplacement forcé des Palestiniens : « *[Ils] peuvent aller en Irlande ou dans le désert.* » [[Libération](#) | 5 novembre 2023]. Non démissionnaire, a simplement été suspendu de ses fonctions.

Terminons avec le plus influent : [Bezalel Smotrich](#), ministre des finances et de tutelle de la Cisjordanie, cofondateur du Parti national religieux. Chantre d'un État juif fondé sur la Bible, la loi et la culture juive, il « *promet une guerre totale contre les Palestiniens, en Cisjordanie occupée comme à Gaza [...] Étendre la souveraineté d'Israël sur toute la Terre sainte, en chassant autant de Palestiniens qu'il est possible, en*

soumettant ceux qui restent et en tuant ceux qui s’y opposent » [[Le Monde](#) | 4 novembre 2023]. Pour compléter le tableau, ce même ministre a déclaré lors d’une conférence à Paris en mars 2023 : « *Le peuple palestinien est une invention de moins de cent ans. Est-ce qu’ils ont une histoire, une culture ? Non, ils n’en ont pas. Il n’y a pas de Palestiniens, il y a juste des Arabes.* » Le journaliste Pierre **Haski** précise que Bezael Smotrich n’est pas le premier à tenir de tels propos, en effet en 1969 Golda Meir, alors Première ministre, avait déclaré : « *les Palestiniens n’ont jamais existé, [...] Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n’y a personne à qui les rendre.* » [[France Inter](#) | 21 mars 2023].

Il y a donc une continuité politique de la part d’Israël dans la non-reconnaissance de l’existence du peuple palestinien et d’un État de la Palestine. Des Premiers ministres, tels David Ben Gourion, Menahem Begin, Ariel Charon, l’exprimaient peut-être moins directement, mais toute leur action politique allait dans ce sens. « *La deuxième génération (des colons) est devenue une nouvelle élite incontournable, très présente dans les institutions et parmi les cadres de l’armée. La politique de colonisation de Benyamin Nétanyahou vise plus que jamais à empêcher la création d’un État palestinien dans une [Cisjordanie totalement noyautée](#) et grignotée par le mur* », Françoise **Feugas** [[OrientXXI](#) | 14 mars 2014].

(Voir également : Idith Zertal, Akiva Eldar, « *Les Seigneurs de la terre. Histoire de la colonisation israélienne des territoires occupés* », Seuil, 2013)

Enfin, bien que créé sur décision des Nations-Unies, l’État d’Israël ne cesse de discréditer cette institution, dont il n’admet que très rarement les [Résolutions](#). Le 6 décembre, [Eli Cohen](#), ministre des affaires étrangères d’Israël, a estimé que « *l’appel à un cessez-le-feu à Gaza constitue un soutien à l’organisation terroriste Hamas* », et que Antonio Guterres, secrétaire général de l’ONU, représente un « *danger pour la paix mondiale* », Jean Pierre **Filiu** | [[Le Monde](#) | 24 décembre 2023]. Le 22 décembre, suite à l’adoption par le Conseil de sécurité (*abstention des États-Unis*) de la [Résolution 2720](#) sur l’aide humanitaire, le même ministre a déclaré que « *La conduite de l’ONU depuis le 7 octobre est une honte pour l’organisation et la communauté internationale* » [[Le Monde](#) | 26 décembre 2023].

Tant par sa composition que par sa méfiance malade, l’actuel gouvernement d’Israël n’est certainement pas la solution vers une paix négociée, pourtant, grâce à la guerre, il se maintient au pouvoir alors qu’il était menacé par une forte opposition à son projet de réforme judiciaire. « *Les éditorialistes israéliens ne trouvent plus de mots pour stigmatiser l’in vraisemblable incompétence d’un gouvernement pris en otage par les religieux, les suprémacistes et les colons, et qui se targue de garantir la sécurité et la prééminence d’un État devenu constitutionnellement juif, à leur initiative et à l’encontre du projet sioniste initial* » fait remarquer le politologue Jean-François **Bayart** [[Alternatives économiques](#) | octobre 2023].

Camp David-2, un échec

Récemment le journaliste Benjamin **Barthe** écrivait : « *Israël-Palestine : trente ans après, les accords de paix d’Oslo sont morts mais personne ne veut les enterrer.* » [[Le Monde](#) | 13 septembre 2023]. Ce qui est vraisemblable, l’agonie ayant sans doute commencé à Camp David en juillet 2000. À l’invitation du président américain Bill Clinton, une délégation d’Israël (*conduite par Ehoud **Barak**, Premier ministre*) et une délégation de l’OLP (*conduite par Yasser Arafat*), ont vainement tenté de parvenir à un accord sur trois points essentiels : la définition de frontières dans l’hypothèse de deux états, le contrôle de Jérusalem est et le retour des exilés.

Bill Clinton voulait démontrer que les États-Unis sont des partenaires essentiels pour parvenir à la paix et il a fait en sorte de beaucoup intervenir dans les discussions, allant même, rapporte le journaliste Sylvain **Cypel**, jusqu’à “convoquer” Arafat pour lui reprocher son intransigeance : « *Les Israéliens ont fait de nombreuses concessions alors que vous ne donnez rien pour Jérusalem* », ou bien encore : « *Vous persistez dans votre obstruction* » [[Le Monde](#) | 28 décembre 2000].

Il semble étonnant que le président américain ait eu ce rôle d’animateur-médiateur, qu’il s’était d’ailleurs attribué avec l’assentiment des Nations-Unies, tant les proximités politiques et stratégiques entre les États Unis et Israël sont grandes et connues. Cette complicité transparait quand on parcourt les comptes rendus de presse et l’OLP était placée dans une position d’infériorité. Ainsi, quand il a été question de possibles frontières, « *À aucun moment, à Camp David, les Israéliens n’ont accepté la création d’un État palestinien possédant une continuité territoriale en Cisjordanie [...]. Leur carte initiale divisait la Cisjordanie en trois, Israël maintenant deux larges bandes au milieu et l’intégralité de la vallée du Jourdain en sa possession* », Sylvain **Cypel** [[op.cit.](#)]. Comment les Palestiniens pouvaient-ils accepter un État morcelé et non

pleinement souverain, alors que le projet d'Israël, soutenu par les États-Unis, prévoyait de garder un droit de surveillance et d'intervention militaire sur l'ensemble de la Palestine si besoin était ?

Camp David-2 a été un nouvel et grand échec pour la paix. Alain **Gresh** estime que la délégation israélienne n'était pas là pour véritablement négocier : « *contrairement au récit médiatique de l'époque qui attribue au leader de l'OLP la responsabilité de l'échec, la délégation israélienne n'a formulé aucune "offre généreuse". Comme l'a confirmé l'enquête très fouillée du journaliste [Charles Enderlin](#), Arafat ne s'est vu proposer, pour créer l'État palestinien que 90 % de la Cisjordanie, et sans souveraineté complète sur les quartiers arabes de Jérusalem et sur l'esplanade des Mosquées.* » [Alain **Gresh** et Hélène **Aldeguer**, *Un Chant d'amour. Israël-Palestine, une histoire française* | éd. Libertalia, 2023].

*(Cf. "Retour sur les raisons de l'échec de Camp David", Amnon **Kapeliouk** | [Le Monde diplomatique](#) | fév. 2002)*

Ce qui fait que les actuels rappels incantatoires de l'Europe, des États-Unis et des Nations-Unies... pour une solution à deux États résonnent dans le vide, l'écrivain palestinien [Elias Sanbar](#) le confirme :

« (Les Américains, les Français...) disent cela faute de mieux, en pensant conjurer le pire. Ils ne sont pas naïfs, ils savent que ça n'est plus jouable, mais ils continuent à le dire un peu comme une incantation pour éloigner le mauvais sort. C'est aussi pour eux une manière de constater leur impuissance ou un manque de courage à forcer une solution juste au conflit. Nous nous approchons inexorablement du moment où la situation va gravement se détériorer [...] À force d'abattre des jeunes gens, à force d'entrer et de réprimer dans les camps de réfugiés et dans les villes, à force de piller des terres et à force d'imposer des lois iniques – car l'occupant légifère pour rendre légitimes, légales, des pratiques illégales... –, à un moment donné, l'explosion sera là, inéluctable [...] Ces apprentis sorciers pensent que des troubles généralisés justifieraient un transfert des Palestiniens et permettraient à Israël de se présenter comme un agresseur en état de légitime défense » [[Le Monde](#) | 17 septembre 2023].

Propos combien prémonitoires, l'explosion est bien là et une nouvelle Nakba a débuté...

*(Cf. : "Les États-Unis et le fantôme de la solution à deux États", Piotr **Smolar** | [Le Monde](#) | 29 oct. 2023)*

Fatah et Hamas, la réconciliation ?

L'avenir de la représentation politique palestinienne fait question : le Fatah aura sans doute beaucoup de mal à se maintenir dans sa configuration actuelle vieillissante, à laquelle s'ajoutent des soupçons de corruption. Pourrait-il rapidement envisager de se restructurer, alors que d'après le journaliste Louis **Imbert** il est « *Soumis à une intense pression militaire israélienne, le mouvement au pouvoir en Cisjordanie est pressé par sa base de renouer avec la lutte armée et de se réconcilier avec le Hamas.* », certains de ses cadres « *n'envisagent pas qu'une solution politique au conflit soit possible à long terme sans l'assentiment du Hamas ;* il y aurait déjà des échanges discrets avec un responsable du Hamas à l'étranger [[Le Monde](#) | 15 novembre 2023]

Pour le Hamas, même si à la fin de la guerre il sera affaibli, il survivra tout en ayant acquis une grande notoriété, tout particulièrement parmi les jeunes. Quels seraient ses possibles fondements pour envisager de se rapprocher du Fatah ? Pour [Yahya Sinwar](#), l'un des leaders politiques du Hamas à Gaza, la première décision que doit prendre Israël est de cesser l'occupation, c'est un préalable à toute discussion : « *Nous sommes toujours occupés, c'est une agression quotidienne [...] Il est temps de changer. Il est temps de mettre fin à ce siège. Mettez fin à cette occupation. Il ne peut y avoir d'accord sans cela [...] Ce qui devrait attirer l'attention, c'est que nous sommes toujours en vie et nous demandons justice* » [entretien avec la journaliste Francesca **Borri** | [Ynetnews](#) | 10 mai 2018]. Lors de cet entretien Yahya Sinwar décrit le Hamas comme un parti politique à la recherche de solutions permettant de sortir d'un conflit qui a trop duré, tout en renvoyant l'État d'Israël à ses lourdes responsabilités : « *Le problème n'est pas notre résistance, c'est leur occupation. Sans occupation, nous n'aurions pas de roquettes. Nous n'aurions pas de pierres, de cocktails Molotov, rien. Nous aurions tous une vie normale.* »

La journaliste demande à Yahya Sinwar comment il envisage un avenir proche : « *Oslo, c'est fini* », dit-il. « *Je pense que c'est le seul point sur lequel tout le monde est d'accord. Mais vraiment tout le monde. Cela n'a été qu'une excuse pour distraire le monde avec des négociations sans fin, et en même temps construire des colonies partout et effacer physiquement toute faisabilité d'un État palestinien. 25 ans se sont écoulés, et qu'avons-nous obtenu ? Rien !* » Il fait alors mention du « [Document des prisonniers](#) » de 2006, écrit en prison par des Palestiniens de toutes tendances politiques, dont Marwan **Barghouti**, et préfigurant un accord politique unitaire : « *Cela décrit notre stratégie actuelle, -- je veux dire, le Hamas, le Fatah, nous tous, tous*

ensemble – un État à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem comme capitale. Et avec le droit au retour des réfugiés, bien sûr. »

Cet entretien a eu lieu il y a plus de cinq ans et l'actualité extrêmement tendue, non seulement autour de Gaza, mais également en Cisjordanie et plus largement sur l'ensemble du Proche-Orient, pourrait en faire quelque chose de complètement dépassé. Cependant je pense qu'il garde du sens, car le Hamas est représenté sous un autre jour que celui du terrorisme, en lui donnant une dimension politique autre que celle dont on l'affuble en ce moment. En faisant référence au "Document des prisonniers", Yahya Sinwar fait savoir que le Hamas peut discuter avec les autres organisations politiques palestiniennes, dont principalement le Fatah. Mais ce dernier aurait bien besoin d'un nouveau leadership et Marwan **Barghouti** semble de plus en plus investi dans cette fonction. Surnommé le "Nelson Mandela palestinien" – il lui a rendu un vibrant [hommage](#) en 2013 depuis sa prison -, M. Barghouti, d'après l'historien Jean-Paul **Chagnollaud**, « s'est imposé comme la seule personne capable de réaliser l'unité des organisations palestiniennes. [Il n'est pas très éloigné du Hamas](#) et l'a accompagné à plusieurs reprises, notamment quand il a fait ce document des prisonniers. Il avait réussi à mettre d'accord Hamas et Fatah. C'est un personnage qui a justement cette capacité de rassembler » [cité par Assiya **Hamza** | [France24](#) | 2 novembre 2023]. On peut souhaiter que le gouvernement israélien ait la sagesse de le libérer rapidement.



Leila **Khaled**, est une grande militante palestinienne du [Front populaire de libération de la Palestine](#) (FPLP)

III. Récits utopiques

« Comme si tout grand progrès de l'humanité n'était pas dû à de l'utopie réalisée ! Comme si la réalité de demain ne devait pas être faite de l'utopie d'hier et d'aujourd'hui... » André Gide.

Notre utopie d'aujourd'hui est que de véritables négociations conduisant à la paix et à l'équité en droits, puissent, sous l'égide des Nations-Unies, débiter rapidement entre Palestiniens et Israéliens, même si la longue histoire qui vient d'être évoquée est loin de représenter le tableau d'une réalité paisible ! J'ai pris note avec intérêt de ce que l'écrivain Colum **McCann** a écrit le 9 octobre :

« Où trouver aujourd'hui du réconfort ? "Absolument nulle part" est la réponse immédiate. (Le 7 octobre) je n'ai pas su quoi dire. [...] Lundi matin, j'ai écrit à mes amis Bassam **Aramin** et Rami **Elhanan**, dont j'ai parlé dans mon roman [Apeirogon](#) [Belfond, 2020], pour avoir de leurs nouvelles [...]. L'un est palestinien. L'autre est israélien. L'un vit à Jéricho. L'autre à Haïfa. Parce que la violence leur a arraché à chacun une fille, ils habitent la Terre sainte du chagrin. [...] Bassam m'a répondu par une citation d'un poème de Mahmoud Darwich :

“La guerre finira et les dirigeants se serreront la main.
Mais il restera cette mère épuisée qui désire voir son fils.
Et cette femme, qui attend son mari bien-aimé.
Et ces enfants qui cherchent leur père héros.
Je ne sais pas qui a vendu la patrie, mais j'ai vu qui en a payé le prix.”

Et il a ajouté : “Cela aura lieu un jour, nous le savons. Ce que nous ignorons c'est quand. Mais on ne peut pas occuper des millions de personnes sans résistance”. Une minute plus tard, Rami, son ami israélien, répondait par l'emoji d'un visage qui pleure. » [[Le Monde](#) | 13 octobre 2023]

Au début de sa tribune, Colum McCann cite Bertolt Brecht « Dans les temps sombres, y aura-t-il aussi des chants ? ». Certainement... Déjà, Bassam et Rami participent activement à l'un d'entre eux : [Les Combattants de la paix](#), « Nous - au service de nos peuples, nous avons brandi des armes que nous nous sommes dirigées les uns contre les autres et que nous ne nous voyions que par des armes à feu - avons établi des combattants pour la paix sur la base des principes de non-violence ».

[cf. également “Le long du mur, avec les Combattants pour la paix”, Camille **Laurens**, Gisèle **Sapiro** | [Libération](#) | 30 mai 2013

Beaucoup d'autres associations œuvrent pour la paix et la résistance de nombreuses villes et villages en Palestine est aussi importante et plusieurs sont devenus emblématiques.

[Hébron](#) et villages proches

Cette ville de 200 000 habitants est connue parce qu'elle abrite le tombeau d'Abraham et... 850 colons



majoritairement religieux et qui tiennent beaucoup de place, trop à l'évidence, ce qui nécessite une présence militaire israélienne importante et permanente. Elle est divisée en deux zones, l'une sous administration palestinienne, l'autre, dont la vieille ville, sous administration israélienne, ce découpage est à l'origine de nombreuses violences : « En un monde où la manipulation et le contrôle des populations s'exercent par les moyens technologiques, la puissance des armes, une architecture guerrière des

murs et des clôtures, Hébron propose une image dystopique du futur, bien au-delà du seul conflit entre Israéliens et Palestiniens. Il montre ce qui se produit lorsque les institutions échouent, lorsque la loi cède à la force, lorsque l'extrémisme religieux devient une arme politique et lorsque l'égalité civique cède le pas à la

domination ethnique. », Idit Avrahami et Noam Sheizaf [*“la fabrique de l’occupation”* | [France.tv](#) | 23 avril 2023]

Des villages proches d’Hébron sont également menacés. C’est ce qui a motivé la création de l’association [“Youth of Sumud”](#) (*sumud, résistance en arabe*) en 2017 dans les collines du sud d’Hébron en réponse à l’agression et à la violence des colons et de l’armée contre les agriculteurs, les familles et les écoliers de la région : « *La Jeunesse du Sumud est une formation politique de base qui résiste au colonialisme de peuplement israélien et plaide pour une Palestine libre et libérée. Alors que nos communautés sont menacées d’élimination, nous sommes solidaires, comme nos familles l’ont fait pendant des générations, pour rester sur nos terres ancestrales.* »

(Cf. également : « *Hébron, funeste prière pour un massacre* », Pierre Haski | [Libération](#) | 17 février 1995)

[Bil’in](#) (2 000 habitants)

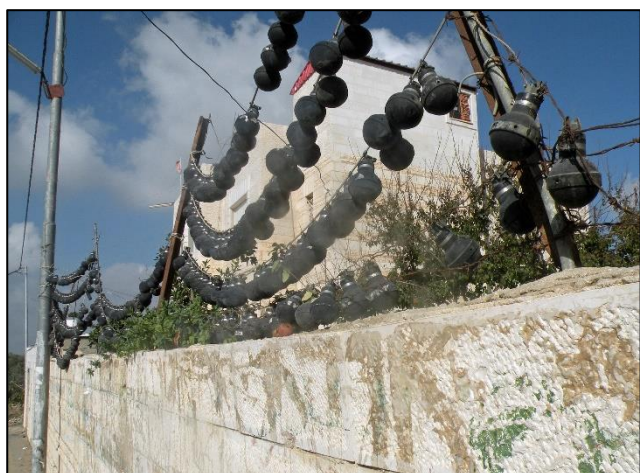
à proximité de Ramallah : depuis plusieurs années de nombreux habitants manifestaient tous les vendredis pour s’opposer à la construction du mur de séparation qui empiétait sur des terres agricoles du village. En mai 2007, suite à plusieurs plaintes d’habitants, la Haute Cour de justice d’Israël a prononcé un jugement qui a fait date en ordonnant à l’État « *de redessiner, démanteler partiellement et reconstruire une portion de 1,7 km de la clôture de sécurité construite sur une terre appartenant à Bil’in* ». La clôture initiale occupait « *26 hectares de terres du village. De plus, elle bloque l’accès à 170 autres hectares situés entre le village et la ligne Verte. Pour les villageois, ce tracé les coupe de leurs champs et de leurs vergers.* ». Dans leurs attendus les juges ont déclaré : « *Nous n’avons pas été convaincus qu’il était nécessaire, pour des raisons de sécurité, de retenir le tracé actuel qui passe sur des terres de Bil’in. [...] Ils ont précisé que cela exigeait de détruire la clôture en certains endroits pour en construire une autre, et ont ordonné au gouvernement de proposer un autre tracé dans un délai raisonnable.* » [[La Paix Maintenant](#) | 4 septembre 2007]



(Cf. également : “*De la résistance non-violente palestinienne, l’exemple de Bil’in*”, Hassina Mechaï | [Alternatives non violentes](#) | 2013)

[Nabi Saleh](#) (550 habitants)

Village réputé, où demeure la grande famille **Tamini** qui conduit la résistance. [Ahed](#), fille de Bassem et de Nariman, est devenue une personnalité internationale, connue pour avoir giflé un soldat israélien qui venait de grièvement blesser l’un de ses cousins ; elle a été emprisonnée plusieurs fois. « *C’est en 2009, face à des colons qui petit à petit, sous protection de l’armée, ont accaparé des terres palestiniennes, que les Tamini ont lancé leur mouvement de résistance populaire. Cette initiative de désobéissance civile a d’abord pris la forme d’une manifestation non violente chaque vendredi après la prière de midi. “Nous voulions montrer que le plus faible ne perd pas à chaque fois” [...] Les femmes sont en première ligne et chaque marche est suivie d’une fête. [...] Au printemps 2018, après neuf ans de manifestations, trois morts, quinze blessés par balles et trois cent cinquante personnes emprisonnés, le comité populaire de Nabi Saleh décide de mettre fin à la marche du vendredi. Le prix à payer devenait trop important. Les plus jeunes choisissent de concentrer une partie de leurs efforts sur les réseaux sociaux, où ils racontent*



leur quotidien sous occupation, les raids arbitraires, les heures perdues aux checkpoints... », Lucas **Minisini** [[Le Monde](#) | 18 novembre 2023]

Ces villages, et assurément bien d'autres, confrontés à la guerre, à une présence accrue de l'armée israélienne, à la violence des colons, à la mort et à la destruction, n'en sont pas en ce moment à se demander si leur résistance est ou devrait être non-violente et s'ils sont utopiques ! Leur vie quotidienne est en effet souvent intenable et selon les Nations unies la bande de Gaza est devenue "un lieu de mort, inhabitable". Alors que faut-il attendre pour « *contraindre Israël et les États-Unis qui les arment sans barguigner, à mettre aussi les autres pays occidentaux et en particulier la France devant leurs responsabilités, et pour cela il ne suffit pas de parachuter quelques vivres sur une population en train d'agoniser, ou d'exprimer sa "préoccupation" à la faveur d'un communiqué* », Alain **Gresh** et Sarra **Gira** [[Orient XXI](#) | 8 janvier 2024], aussi il devient plus que nécessaire de décider rapidement de sanctions à l'égard d'Israël, comme cela a été fait pour la Russie.



L'Impossible conclusion

Je suis incapable de conclure de façon académique, tant la situation me paraît critique, déroutante et préoccupante. L'accroissement des bombardements israéliens non seulement à Gaza, mais également en Syrie et au Liban, pourrait en effet entraîner l'extension du conflit dans ces pays, l'Iran s'y joignant alors d'une manière ou d'une autre. Ce qui fait dire à l'écrivain Salman **Rushdie** que « *La paix, en ce moment précis, a l'air d'être un fantasme dans le rêve d'un drogué.* [[Le Monde](#) | 8 novembre 2023] ; ou bien encore au philosophe Michaël **Foessel**, que l'on parle beaucoup de « *l'importation du conflit israélo-palestinien en France. Cette image est d'autant plus trompeuse qu'elle suggère que les violences sont ailleurs dans le monde et qu'il serait loisible à chacun d'entre nous de les tenir à bonne distance de nos préoccupations. [...]. Il faudra se souvenir que le monde n'a de sens que s'il est celui de tout le monde. Il n'a aucune chance de s'édifier si nous exportons sur lui nos a priori* » [[Libération](#) | 26 octobre 2023].

Malgré tout je vais clore ces pages avec une petite bouffée d'espoir grâce à l'écrivain israélien David **Shulman**. Son dernier ouvrage, « *Un si sombre espoir. Sur les collines du Sud d'Hébron* », m'a vraiment impressionné. Certes son espoir est "sombre", mais ce militant Israélien pour la paix agit avec une telle conviction, que ce qu'il en écrit donne envie de le rejoindre en Palestine ! Pour le retrouver avec d'autres militants Israéliens et Palestiniens de l'association [Ta'ayush](#), "Vivre ensemble", créée en 2000 à Tel Aviv. Ils interviennent là où des bergers, des agriculteurs, des villages, sont menacés par des colons et des militaires israéliens. Ils les protègent dans leur travail, les aident et négocient des solutions au moins temporaires. David Shulman en fait brillamment le récit dans son livre et dans [d'autres documents](#) dont : « *Le village de Ein Samiya n'est plus* » [[Agence médias Palestine](#) | 5 juin 2023].

« *Un jour, ce conflit trouvera sa résolution, mais la réalité quotidienne est pratiquement insupportable. Je ne pouvais plus la tolérer en restant assis à mon bureau. [...] Il y a l'entreprise, toujours en cours, des colonies installées sur une terre annexée. Et cette forme de violence, qui a fait des ravages dans tous les Territoires, s'accompagne d'une violence aussi inacceptable du cœur et de l'esprit !* », David **Shulman**, *Un si sombre espoir. Sur les collines du Sud d'Hébron* | Seuil | 2021.



« La terre nous est étroite. Elle nous accule dans le dernier défilé et nous nous dévêtons de nos membres pour passer.

...|...

Où irons-nous, après l'ultime frontière ? Où partent les oiseaux après, après le dernier Ciel ?

...|...

Ici, nous mourrons. Ici, dans le dernier défilé. Ici ou ici, et un dernier olivier montera de notre sang »

Mahmoud Darwich, *La Terre nous est étroite*, 1994

Documentation complémentaire

- Afi Ahmad**, « Palestine, Israël et les accords d'Oslo : ce qu'il faut savoir » | [Middle-East Eye](#) | 13 sept 2018
- Ajaka Leyane, Awada Dib**, « Palestine –Israël. Attaque des uns, défense des autres, une sentence occidentale » | [Orient XXI](#) | 13 octobre 2023
- A Land for all**, « Deux états, une patrie, une terre ouverte à tous » | [mouvement](#) | 2012
- Alghoul Asma**, « Ce que révèle la « marche du retour » de Gaza » | [Orient XXI](#) | 23 mai 2018
- Awwad Ali Abu**, « La non-violence au service de la cause palestinienne » | [Fondation Jean Jaurès](#) | 2020
- Ballast**, « Lettre ukrainienne de solidarité avec le peuple palestinien » | [revue](#) | 2 novembre 2023
- Barathon Louis**, « Likoud et Hamas : histoire d'un renforcement mutuel » | [Le Vent se lève](#) | 30 oct. 2023
- Barnavi Élie**, « Et maintenant quel avenir pour Israël ? » | [Études](#) N° 4310 | décembre 2023
- Barthe Benjamin**, « L'histoire de Gaza, ou la fabrique d'une poudrière » | [Le Monde](#) | 15 octobre 2023
- Bessis Sophie**, « Israël : L'alliance du cynisme et de la cécité occidentale ouvre les portes à l'abîme » | [Le Monde](#) | 8 février 2023
- Bulle Sylvaine**, « Les juifs ultraorthodoxes, paradoxe israélien » | [France Culture](#) | 30 octobre 2023
- Chomsky Noam, Pappé Ilan**, « Le champ du possible : dialogue sur le conflit israélo-palestinien » | éd. Aden | 2008
- Churkin Vitaly**, « Rapport du [Quatuor](#) pour le Moyen-Orient » | [Conseil de sécurité ONU](#) | 7 juillet 2016
- Ciccaldi François**, « Le Jihad en Palestine » | [La Vie des idées](#) | 22 avril 2015
- Couldrey Marion, Morris Tim**, « Déplacement palestinien : un cas d'exception ? » | [Migration forcée](#) N° 26 | octobre 2006
- Cypel Sylvain**, « Hannah Arendt et Sophie Bessis, les deux rives d'une pensée juive » | [Orient XXI](#) | 17 avril 2021
- Dahmani Frida**, « Guerre Israël-Hamas : Marwan Barghouti peut-il être un recours ? » | [Jeune Afrique](#) | 10 novembre 2023
- Darwich Mahmoud**, *État de siège*, poème inédit | [Le Monde diplomatique](#) | avril 2002
- Dot-Pouillard Nicolas, Alhaj Wissam**, « Pourquoi le Hamas et le Hezbollah restent quand même alliés » | [Orient XXI](#) | 9 mars 2015
- Enderlin Charles**, « Quand Israël favorisait le Hamas » | [Le Monde](#) | 3 février 2006
- Feugas Françoise**, « Les Seigneurs de la terre. Israël, cinquante ans d'occupation » | [Orient XXI](#) | 14 mars 2014
- Filiu Jean-Pierre**, « Le jour d'après à Gaza » | [Le Monde](#) | 12 novembre 2023
- Filiu Jean-Pierre**, « Comment Benyamin Nétanyahou a fabriqué la guerre contre le terrorisme » | [Orient XXI](#) | 18 octobre 2021
- Gacon Julie**, « Attaque du Hamas contre Israël, l'onde de choc » | [France Culture](#) | 19 octobre 2023
- Gresh Alain**, « Cinquante ans après la guerre des six jours. La Palestine, toujours recommencée » | [Le Monde diplomatique](#) | juin 2017
- Guediri Kawthar**, « Les accords Sykes-Picot, plan de partition du Proche-Orient » | [Orient XXI](#) | 30 nov. 2016
- Horvilleur Delphine**, « Face aux meurtres du Hamas, certains silences m'ont terrassée » | [Le Monde](#) | 15 oct. 2023
- Imbach Romain, Breteau Pierre**, « Israël-Palestine : un siècle de conflit en dates-clés » | [Le Monde](#) | 14 oct. 2023
- Imbert Louis**, « À la faveur de la guerre, les colons israéliens accélèrent le dépeuplement de collines de Cisjordanie » | [Le Monde](#) | 21 octobre 2023
- Jacquemain Pierre**, « Crimes de guerre du Hamas : condamnés à comprendre » | [Politis](#) | 9 octobre 2023
- Kapeliouk Amnon**, *Hébron, un massacre annoncé*, éd. du Seuil, 1994
- Kauffmann Sylvie**, « Avec la plainte de l'Afrique du Sud contre Israël pour génocide, le Sud conteste une mémoire dominée par la Shoah et lui oppose celle de la colonisation » | [Le Monde](#) | 17 janv. 2024
- Kodmani Hala**, « Syrie, Yémen, Irak... L'ombre de l'Iran sur tous les fronts du Moyen-Orient » | [Libération](#) | 25 octobre 2023

- Laurens Henry**, « Comment l'Empire Ottoman fut dépecé » | [Le Monde diplomatique](#) | avril 2003
- Leprince Chloé**, « Apartheid : quand le mot fait tache d'huile pour pointer Israël » | [France Culture](#) | 4 juin 2021
- Löwy Ilana**, « Les “présents absents” : La situation impossible des Arabes d'Israël » | [Mouvements](#) N° 13 | 2001
- Maïla Joseph** « Les accords Sykes-Picot cent ans après » | [ÉTUDES](#) | mai 2010
- Marty Éric**, « Jean Genet à Chatila » | [Les Temps modernes](#) N° 622 | 2003
- Mokhiber Craig**, « Palestine, un génocide qui se déroule sous nos yeux » | [Orient XXI](#) | 4 novembre 2023
- Mouvements**, « Sharon ou la stratégie de la terreur » | [revue N°21](#) | 2002
- Peled-Elhanan Nourit**, « Bibi qu'as-tu fait ? » | [Le Monde diplomatique](#) | octobre 1997
- Pironet Olivier**, « À Gaza, un peuple en cage » | [Le Monde diplomatique](#) | septembre 2019
- Plateforme des ONG française pour la Palestine**, « Dépossédés, expulsés : les Palestiniens et Jérusalem » | [dossier](#) | août 2023
- Prier Pierre**, « Qu'est-ce que la bande de Gaza ? » | [Orient XXI](#) | 1^{er} novembre 2023
- Ravenel Bernard**, « De la résistance armée à la résistance non-violente. Réflexions sur un itinéraire spécifique » | [Confluences Méditerranée](#) N° 86 | 2013
- Rodier Claire**, « Ne pas instrumentaliser l'horreur » | [Alternatives économiques](#) | 24 octobre 2023
- Rossin Richard**, « Si la ville de Gaza a une longue histoire, la bande de Gaza est une création récente » | [Outre Terre](#) N° 22 | 2009
- Saleh Hussein Abou**, « Comment l'Iran mobilise son “Axe de la Résistance” face à Israël | [The Conversation](#) | 30 octobre 2023
- Sand Shlomo**, « Le vieux rêve d'un État binational » | [Le Monde diplomatique](#) | décembre 2023
- Semo Marc**, « “Terrorisme”, une notion ambiguë à caractère hautement politique » | [Le Monde](#) | 18 oct. 2023
- Schillo Frédérique**, « La France et le règlement onusien de la première guerre israélo-arabe (mai 1948 – juillet 1949) » | [Relations internationales](#) N° 127 | 2006
- Shibli Adania**, « Comment faire confiance au langage lorsqu'il vous fait souffrir ? » | [Libération](#) | 12 janv. 2024
- Van Renterghem Marion**, « Les quatre Palestine » | [Le Monde](#) | 16 mai 1997
- Vie publique**, « Comment les civils sont-ils protégés en cas de conflit armé ? » (2023) « Guerres et conflits insolubles » (2019) | [dossier](#)

